

39^e Congrès du PCF, Marseille, 7 - 10 avril 2023

COMMUNISTES



Cliquez pour accéder aux vidéos du Congrès

Rechercher

1 **Jour 4 - 39eme Congrès de PCF à Marseille**
PCF - Parti communiste français • 9,9 k vues • Diffusé il y a 1 jour

2 **Jour 4 - Dernière matinale en direct du congrès - Lundi 11 avril**
PCF - Parti communiste français • 2,2 k vues • Diffusé il y a 1 jour

3 **Jour 3 - L'émission de 19h en direct du congrès (partie 2) - dimanche 9 avril**
PCF - Parti communiste français • 2,5 k vues • Diffusé il y a 1 jour

4 **Jour 3 - L'émission de 19h en direct du congrès (partie 1) - dimanche 9 avril**
PCF - Parti communiste français • 1 k vues • Diffusé il y a 1 jour

5 **Jour 3 - La matinale - dimanche 9 avril**
PCF - Parti communiste français • 1,1 k vues • il y a 2 jours

6 **Jour 2 - L'émission de 19h du samedi 8 avril**
PCF - Parti communiste français • 1,9 k vues • il y a 2 jours

7 **Jour 2 - La matinale du 39eme congrès - samedi 8 avril**
PCF - Parti communiste français • 686 vues • il y a 2 jours

8 **Jour 1 : L'émission de 19h du vendredi 7 avril**
PCF - Parti communiste français • 556 vues • il y a 2 jours

9 **Jour 3 - 39eme Congrès de PCF à Marseille**
PCF - Parti communiste français • 15 k vues • Diffusé il y a 1 jour

Discours de Fabien Rousselp. 3

Commission du texte de la Base commune

Rapport de Marie-Jeanne Gobertp. 6

Rapport de Christian Picquetp. 8

Première journée (résumé)p. 12

Solidarité internationalep. 13

Deuxième journéep. 15

Débats sur les statuts

Rapport de Véronique Mahép. 16

Rapport de Jérémie Gionop. 17

Troisième journéep. 18

Débat sur les directions

Rapport de Sandra Blaisep. 19

Rapport de Pierre Lacazep. 21

Allocution d'Igor Zamichieip. 23

Conseil national élup. 25

Quatrième journéep. 27

Commission des mandats

Rapports de Robin Salecroix et d'Evelyne Ternantp. 28

Intervention d'Hélène Bidardp. 30

Intervention d'Aymeric Seassaup. 31

Motion du Congrèsp. 32

Discours de clôture de Fabien Rousselp. 33

Le texte d'orientation et les statuts et le rapport financier adoptés au 39^e Congrès, feront l'objet du numéro spécial de la semaine prochaine.

Discours de Fabien Roussel

Chers camarades,
Bienvenue à Marseille,

Bienvenue dans cette grande capitale, cette belle ville populaire, digne et fière, ouverte au monde, comme nous ! Et merci aux Marseillais et aux Marseillaises pour leur accueil, leur amitié. Merci à nos camarades des Bouches-du-Rhône, à son secrétaire fédéral et sénateur, Jérémie Bacchi, et à toute l'équipe de la fédération, Naïma en tête, de nous permettre de tenir congrès ici, cent ans après le premier congrès du PCF qui s'était tenu ici même en 1923.

Je voudrais bien sûr associer à ces remerciements l'ensemble des camarades, ceux de toutes les fédérations, ceux du siège du Parti, qui ont permis de tenir ce congrès dans de si bonnes conditions. Merci Igor d'avoir coordonné cet immense exercice démocratique !

Je souhaite, en votre nom, saluer tous nos invités, internationaux notamment, qui vont assister à une partie de nos travaux et pour certains y prendre la parole. Saluer aussi toutes les forces sociales, politiques, associatives de France qui ont répondu à notre invitation. Et je veux tout particulièrement saluer les délégations des organisations syndicales qui sont à l'origine d'un mouvement social historique. Adressons-leur un tonnerre d'applaudissements !

Nous allons beaucoup parler de ce combat contre cette réforme des retraites durant nos travaux car il y a beaucoup de leçons à retenir de ce premier trimestre 2023. Je souhaite d'ailleurs à ce titre saluer la presse, présente aussi, et dire aux journalistes qu'ils sont aussi ici les bienvenus.

Nos débats, nos travaux sont transparents, publics. Je sais que certains d'entre vous préférèrent quand il y a de l'agitation, quand les résultats sont incertains. Et en venant à notre congrès, j'ai cru lire ou entendre qu'il n'y avait pas d'enjeu à ce congrès ; à tel point que la moindre petite phrase suscite beaucoup d'attention. Retenez une chose : Quand 42 000 adhérentes et adhérents débattent ensemble pour trouver les meilleures propositions pour réparer la France,

pour faire gagner la paix et la fraternité humaine, je vous confirme qu'il y a des débats, des accords et des désaccords, des votes et des décisions. Mais ici, il n'y a pas de 49-3, car la démocratie est respectée !

Avant cela, avant l'ouverture des travaux de notre congrès, permettez-moi d'avoir à cet instant une pensée toute particulière pour nos camarades disparus, emportés par la Covid, qui auraient été fiers de voir ces 700 délégués au travail pour l'élaboration de la stratégie de leur parti, dans une ambiance aussi studieuse que fraternelle.

Je ne peux évidemment les citer tous, qu'on m'en excuse, mais vous comprendrez que je salue ici la mémoire de Jean-Charles Nègre et celle de Yann Le Pollovec, deux membres de la direction emportés par cette terrible épidémie.

Chers camarades,

Oui, notre congrès est un événement politique important dans cette période. Jamais depuis des décennies notre pays n'a connu un mouvement social aussi large et aussi déterminé. La France et sa jeunesse ont parfaitement compris que se jouait là un véritable projet de société, entre ceux qui veulent faire du travail une source de profit au service d'une minorité, et ceux qui veulent en faire une source d'émancipation au service d'un projet commun.

Trois mois de luttes, ensemble, organisations syndicales, de jeunesse, forces politiques de gauche et écologistes, économistes, acteurs culturels, philosophes, sociologues... Un large pan de notre pays se mobilise contre la pire réforme de ces 50 dernières années !

Ce front commun, large, populaire fait bouger les consciences, remodèle le paysage politique. Regardez le sondage paru dans *l'Humanité* de ce jour ! Et j'en profite pour adresser un salut fraternel à la rédaction du journal et à son directeur, le sénateur Fabien Gay : 72 % des Français partagent notre proposition de permettre aux salariés de pouvoir décider des choix dans les entreprises ; 80 % partagent notre volonté de ne pas soumettre à la concurrence des secteurs comme la santé, l'école ou le logement ; et 83 % sont d'accord pour dire que la lutte des classes est tou-



jours une réalité aujourd'hui. Quelle lucidité que celle du peuple de France !

Oui, la lutte des classes est toujours d'actualité et c'est la classe des riches qui la mène ! Avec Macron à sa tête, ici, dans notre pays !

Monsieur Macron, 45 ans, ancien banquier d'affaires devenu le président des riches, le président zélé de la finance ! Et aussi le président le plus détesté de la V^e République, contraint d'aller à l'autre bout du monde pour trouver un peu d'amour et de réconfort ! Je vous le dis, Monsieur le Président, depuis Marseille, les pieds dans mon pays quand vous vous êtes en Chine en train de brader notre industrie et critiquer les syndicats alors que la France est en crise ! Je vous dis ceci : si nous n'avons pas encore gagné la bataille des retraites, vous, vous avez perdu la France, perdu les syndicats, perdu l'opinion ! Vous, vous êtes déjà battu !

Oui, ce mouvement contre cette scandaleuse réforme des retraites à 64 ans fait bouger les consciences, fait grandir les idées progressistes que nous défen-

sons tous dans notre diversité. Oui, nous sommes utiles ! Oui, nous le sommes plus que jamais, en portant ces propositions auprès des travailleurs autant qu'en œuvrant à leur unité, dans le mouvement pour les retraites comme dans toutes les luttes - et elles sont nombreuses - pour l'augmentation des salaires. Comme nous sommes fiers de travailler, depuis des mois, à la construction de réponses politiques par l'ensemble des forces de gauche, des réponses à la hauteur des exigences de la mobilisation.

Oui, notre parti, nos parlementaires ont été bien souvent à l'initiative pour unifier les actions, pour faire converger les propositions, pour faire le lien avec les organisations syndicales. Nous sommes, par exemple, à l'origine de ce référendum d'initiative partagée déposé au Conseil constitutionnel et co-signé par 252 parlementaires. Nous pouvons les saluer, saluer les députés GDR et les sénateurs, sénatrices du groupe CRCE, bravo à vous !

C'est la fierté du Parti communiste français de jouer pleinement son rôle dans cette période. C'est aussi

de notre responsabilité de travailler à un débouché politique progressiste à la crise sociale, démocratique et politique provoquée par ce président, ses alliés et leurs députés.

D'abord parce que ces crises sont extrêmement graves. Je pense aux Français dont le pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Je pense à l'augmentation incroyable de la pauvreté en France, aux personnes isolées, à la solitude qui frappe de plus en plus de nos concitoyens. Je pense aux entreprises, celles de l'industrie ou les TPE-PME. Je pense aux communes, aux services publics, à tous ceux dont la facture énergétique a tellement explosé qu'ils ne savent pas comment demain ils pourront poursuivre leurs activités. Je pense à la crise démocratique grave, profonde provoquée par le Président, à la montée de la violence comme à celle de l'extrême droite, en guise de réponse dans une société où plus personne ne se parle. Je pense au climat, à la crise des ressources naturelles, l'eau, l'air, la terre, et aussi la biodiversité que nous devons protéger.

Je pense à la paix, jamais autant menacée que par ces logiques toujours aussi impérialistes, brisant l'élan de peuples qui n'aspirent qu'à une chose : vivre et vivre libres.

Nos débats, nos décisions durant tout ce congrès vont nous permettre de présenter aux Français notre projet pour la France. Ce projet, ces réponses que nous apportons concernant l'emploi, les salaires, l'inflation, l'écologie, l'égalité. Et nous voulons les voir mis en œuvre.

Nous voulons conquérir le pouvoir ! La gauche doit se fixer l'ambition de gagner ! Nous ne sommes pas là pour être les champions de l'opposition, mais pour gouverner ! Gouverner par le peuple, gouverner pour le peuple, et gouverner avec lui !

Et c'est avec cette ambition-là, une ambition forte, porteuse d'espoir, progressiste, rassembleuse que nous voulons définitivement fermer la porte à l'extrême droite, que nous battons l'extrême droite !

Oui, soyons à la hauteur de cette situation inédite. Et n'ayons pas peur d'en débattre, sans sectarisme, sans injonction de qui que ce soit ! Les polémiques que certains aiment à faire monter pour diviser les communistes n'ont pas de place quand l'extrême droite est à la porte du pouvoir.

Comme le disait Aragon dans *La Rose et le réséda* : « Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat / Fou qui songe à ses querelles / Au cœur du commun combat ».



Nous devons tous nous unir, tous nous rassembler, pour empêcher l'extrême droite de mettre la main sur la République.

Et nous voulons le faire, nous communistes, avec la plus grande sincérité, la plus grande honnêteté avec les Français ; en le faisant avec eux, en portant le programme le plus juste, le plus ambitieux, le plus à même de les convaincre et de convaincre cette classe

ouvrière qui a été abandonnée par la gauche !

Nous avons été, nous, de tous ces combats contre l'extrême droite et contre cette droite qui préférerait en son temps Hitler au front populaire !

Le Parti communiste français, dans son histoire, a toujours fait le choix de la France, de la République, et a toujours défendu d'abord les intérêts du monde du travail ! Et nous avons toujours mis en avant d'abord les idées, le programme et notre ambition pour la France, plutôt que les noms de personnes, quels qu'ils soient !

Alors, à celles et ceux qui veulent polémiquer et qui se permettent même de s'adresser aux adhérents du PCF, à vous, pour se mêler de notre congrès, je le dis clairement : Personne ne dictera aux communistes ce qu'ils doivent penser, faire ou choisir !

Nos choix sont souverains, nous les faisons ici, et ceux qui aimeraient y participer ou qui ont des choses à dire, je les invite à rejoindre le Parti communiste français. C'est un parti démocratique, un parti qui débat, amende, vote et décide démocratiquement ! Tout le monde ne peut pas en dire autant ! Venez chez nous, vous apprendrez beaucoup !

Mes chers amis, mes chers camarades, Les jours heureux sont toujours devant nous et restent notre objectif. Avec le travail au cœur de notre projet, un travail qui émancipe, qui redonne de la dignité, qui retrouve toute sa place dans une société qui se fixe pour objectif de répondre aux besoins humains.





Oui, la France du travail et du progrès social, pour toutes, pour tous, ici dans l'Hexagone ; comme pour tous les peuples d'Outre-Mer qui sont nos frères et nos sœurs.

Oui, le progrès social comme objectif commun pour nous tous, mais aussi pour tous les peuples d'Europe avec qui nous vivons, pour bâtir une paix durable et sincère ; car il n'y aura pas de paix sans progrès social, pas de progrès social sans paix !

Nous allons donc, à l'issue de notre congrès, nous adresser aux Français pour leur présenter notre projet, pour la ré-industrialisation du pays. Sur la place du travail et la sortie du capitalisme ; sur la reconquête de notre souveraineté énergétique, alimentaire, sanitaire ; sur le rôle éminent des services publics, ceux que nous devons conquérir ; sur le développement de la culture et de la création, et sur la promotion des sciences et des connaissances ; sur l'Europe de la paix, l'Europe des nations libres et associées que nous voulons défendre.

Je veux vous dire ma confiance en notre parti, en nos militantes et militants, pour que nous soyons très offensifs en ce sens.

J'ai réalisé ces derniers mois un Tour de France des régions, des sous-préfectures, qui m'a amené à la rencontre de la France profonde, celle des villes comme celle des champs. J'ai rencontré beaucoup d'entre vous, beaucoup de nouveaux adhérents, de jeunes élus, de dirigeantes et de dirigeants.

Notre parti s'est renforcé ces derniers mois. Nous pouvons en être fiers et je voudrais aussi les saluer,

ces nouveaux adhérents et adhérentes qui ont rejoint le PCF depuis l'élection présidentielle. Bienvenue au PCF, bienvenue dans cette famille qui vous accueille les bras ouverts !

Ce 39^e Congrès doit être le congrès de la reconquête. Celui qui doit fixer, dans chacune de nos organisations, des objectifs ambitieux de renforcement, de formation, d'adhésions, de création de cellules dans

les entreprises, les villages, les quartiers ! Celui qui doit voir émerger de nouveaux cadres et notamment des femmes pour leur laisser toute la place, à égalité avec les hommes !

Oui, ce 39^e Congrès sera celui de la reconquête d'un Parti communiste français offensif et influent, populaire et féministe ! Voilà le chantier qui s'ouvre à nous.

Chers camarades, je suis certain que notre 39^e Congrès fera date parce qu'il nous donnera les moyens de répondre à cette belle ambition communiste de nouveaux jours heureux, en France, en Europe et dans le monde !

Je vous remercie. Bon congrès à toutes et tous ! ✪



 **Boutique en ligne du PCF**
LA BOUTIQUE <https://boutique.pcf.fr/>



Rapport de Marie-Jeanne Gobert

Le texte de base commune intitulé « *L'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux* », issu du travail et de la réflexion des 24 membres de la commission du texte, a été, dans un premier temps, présenté au Conseil national des 3 et 4 décembre.

Prenant appui dans le prolongement des orientations et choix du 38^e Congrès, la Base commune a été construite avec l'apport des commissions, de nos différentes publications et sur l'expérience accumulée dans l'intensité des batailles politiques menées depuis ce dernier congrès.

En 4 ans, la crise s'est amplifiée et avec elle les difficultés de vie pour l'immense majorité. Globale, elle touche tous les secteurs : La crise sanitaire autour du Covid, le mouvement de révolte des Gilets jaunes, les luttes pour le pouvoir d'achat, la crise énergétique, les secousses économiques et politiques, durables, en France et en Europe consécutives à l'effroyable guerre en Ukraine. Et depuis des semaines maintenant, et des mois, cette impressionnante confrontation sociale et politique pour le retrait de la loi sur les 64 ans.

La proposition de base commune se devait de rassem-

bler les communistes. Nous rassembler dans un débat exigeant, avec l'ambition de nous hisser à la hauteur des enjeux du moment ; pour faire face et poser une perspective de libération humaine au regard des défis posés par l'imbrication de crises majeures, provoquées ou amplifiées par la domination capitaliste.

Une base commune favorisant un débat donnant à voir l'apport communiste dans sa visée émancipatrice et comme force de proposition à partir de la critique radicale de l'ordre existant. Un débat qui redonne confiance à l'immense majorité des femmes et des hommes de notre pays. Un débat porteur d'espoir en des jours heureux, en mettant au cœur de la stratégie le rassemblement du monde du travail et de la création avec le potentiel porté par les mobilisations populaires. Un débat qui se devait, par son contenu, de poser avec clarté la question des conditions concrètes, aujourd'hui en France, de la transformation sociale, de la conquête et de l'exercice du pouvoir.

L'insistance sur la place, le rôle des luttes populaires dans leur diversité et leur lien avec le politique, avec notre projet, s'est trouvée légitimée par ce que nous sommes en train de vivre avec l'immense mouvement contre la réforme des retraites.

Mesurons ensemble, chers camarades, depuis le dernier congrès, à chaque étape et moments décisifs de la vie politique, l'effort et la créativité des communistes pour être au rendez-vous et au service du mouvement populaire comme force de proposition.

Je pense à toutes nos propositions lors de la crise sanitaire, à notre engagement dans les batailles pour la prise en compte de l'urgence environnementale, aux batailles électorales conduites à tous les niveaux, aux 180 propositions soumises aux Français dans le cadre du programme des *Jours heureux* de l'élection présidentielle, ainsi qu'à notre apport dans la coalition des élections législatives.

Je pense aux résolutions de paix pour l'arrêt des combats et une issue politique à la guerre à nos portes, en Europe.

Je pense, et j'y insiste, à notre contribution pour des



de l'ensemble de nos élus, durant ces 4 années.

Les documents produits à l'appui de ces engagements constituent le bien commun des communistes. Ils sont l'expression d'une réelle vitalité intellectuelle. Ils sont une des sources de la Base commune. Ils ont nourri sa rédaction initiale et la cohérence des 7 chapitres sur lesquels nous allons débattre en vue de prolonger le travail d'amendements avant de les soumettre au vote des délégués.

À l'issue du Conseil national de décembre, un processus démocratique d'ampleur a été conduit à l'échelle du pays, à tous les niveaux d'élaboration de la politique de notre parti afin que les adhérents s'approprient le texte commun de base de discussion. Il s'est poursuivi et a grandi en dynamisme jusqu'à ce jour et se poursuivra tout au long de notre congrès.

Un processus démocratique relayé, animé par les directions fédérales et de sections. Les directions ont multiplié les réunions, les initiatives de débats pour que les adhérents soient souverains dans leur décision jusque dans leur vote.

Nous savons ici la densité des échanges qui ont eu lieu et des initiatives prises pour les impulser. Sur l'apport original qui légitime l'utilité de notre intervention communiste, du Parti communiste, dans le rassemblement populaire et politique pour gagner et réussir.

propositions alternatives pour la retraite et son financement. Au fil du conflit, elles ont été enrichies, portées, débattues et diffusées largement par les militants communistes, par nos élus, acteurs de toutes les mobilisations à l'initiative de l'intersyndicale.

Nous aurons dans le débat qui suivra, et notamment avec la partie I intitulée « *Des années d'actions au service de la transformation du pays* », l'occasion d'approfondir le niveau d'engagement des communistes, de notre parti, de son secrétaire national et



Densité des échanges sur les questions qui faisaient débat, sur notre approche du rassemblement ; sur les alliances électorales ; sur la signification de notre référence au communisme ; sur la reconquête des classes populaires, décisive pour la mise en échec de l'extrême droite, pour la construction de l'alternative politique...

Les membres de la commission se sont mis à la disposition de ces débats. Christian Picquet aura l'occasion de revenir sur ces questions portées et sur d'autres portées par les amendements.

Le week-end des 27-29 janvier, deux textes ont été soumis au vote des communistes : celui de la direction, « *L'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux* », et un texte alternatif « *Urgence de communisme* ».

En se prononçant à 81,92 % pour « *L'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux* », les communistes ont fait le choix du texte qui nous rassemble aujourd'hui.

Ainsi, avec l'ensemble des membres de la commission du texte, nous avons eu pour mission de donner du sens au mandat issu du vote national.

À l'issue des congrès fédéraux, traversés de débats intenses, se nourrissant de l'expérience des luttes et de l'actualité internationale, avec notamment le jet du projet de réforme des retraites et la guerre en Ukraine, des milliers d'amendements nous sont parvenus. 4 974 ont été adoptés et examinés. 2 141 rejetés lors des congrès fédéraux ont été transmis, et des dizaines de vœux sont parvenus.

Riches de la réflexion des communistes, nous avons conforté, prolongé et approfondi la démarche de renouveau du 38^e Congrès qui, au-delà d'un appel à agir contre le risque d'effacement, nous invitait à plus de proximité, plus de visibilité, et à renforcer notre organisation.

La commission, vous pouvez en prendre connaissance avec le texte qui vous a été remis, a pris en compte des centaines d'amendements afin de renforcer la Base commune dans son analyse des crises sociale, économique, politique, et dans sa capacité à ouvrir des perspectives et à rendre plus fort le rassemblement populaire pour obtenir des victoires.

L'idée initiale d'échapper à un texte programmatique fourni en propositions a été difficile à respecter. Vous retrouverez certaines d'entre elles en ajout.

Néanmoins, afin de ne pas densifier le texte de façon démesurée, après discussion la commission propose à l'issue du Congrès de rassembler toutes les propositions qui n'ont pu être prises en compte et de les publier dans un document qui sera mis à la disposition des communistes. Sera aussi fourni le détail des acronymes et abréviations.

Nous avons intégré les amendements qui contribuaient à mettre en lumière l'affrontement entre capital et travail et ceux qui enrichissaient la base commune de l'apport des luttes sociales, des attentes et revendications de la jeunesse, des luttes pour l'environnement, des luttes pour un féminisme de classe s'attaquant au capitalisme et au patriarcat.

Les amendements ont soulevé de multiples questions : Comment unir le monde du travail et reconstruire la gauche pour la faire gagner ? Comment faire reculer la menace de l'extrême droite sur la République ? Comment reconstruire un parti populaire ? Des questions auxquelles nous devons répondre. Christian aura l'occasion d'y revenir dans son rapport.

La commission du texte savait que nous avons la responsabilité de produire un texte porteur de convictions et d'espoir pour maintenant, d'ambition pour le Parti communiste français pour les mois et les années à venir.

Nous nous y sommes obligés, par un travail collectif et de réflexion qui a toujours privilégié l'écoute, tout en reposant sur une démarche exigeante pour répondre aux attentes des communistes.



Ces moments politiques d'enrichissement de la Base commune ont été intenses, parfois semés de doutes, enrichis par l'apport de toute l'équipe. Je ne redirai pas ici les heures de travail consacrées par les membres de la commission. Des soirées entières, souvent jusqu'à très tard dans la nuit.

Le week-end des 1^{er} et 2 avril nous avons organisé un séminaire à Paris, en plénière, où les ajustements, les réécritures se sont succédé. Un travail qui n'aurait jamais pu aboutir sans la présence et le professionnalisme de Yann Henzel, sans sa patience et sa disponibilité dans les moments complexes.

Au nom des membres de la commission, de celui de la co-présidence, en votre nom j'en suis certaine, je le remercie vivement. Yann et l'ensemble des salariés, des bénévoles ont redoublé d'efforts et d'ingéniosité pour livrer un congrès convivial, fraternel où la poli-



tique trouve toute sa place. C'est un remerciement sincère à tous, ainsi qu'à nos camarades de Marseille sur le pont depuis des semaines.

En conclusion, merci à vous tous. Et maintenant je passe la parole à Christian Picquet pour compléter ces propos. 🇫🇷



Rapport de Christian Picquet

Comme viennent de le souligner successivement Fabien et Marie-Jeanne, le texte que nous allons finaliser ces deux prochains jours est le résultat du travail collectif des communistes. Les nouvelles rédactions que nous vous proposons attestent de la vitalité de notre parti et de la qualité des réflexions qui se déroulent en notre sein. Que toutes et tous soient remerciés pour ce bel exercice démocratique, qui a de quoi nous rendre fiers. Surtout si nous nous comparons à ce qui se passe ailleurs...

Tous les amendements qui nous sont remontés ont, à mon sens, fait ressortir un large accord des communistes sur un point fondamental : nous sommes entrés, à l'échelle du globe comme dans notre pays, dans un tout nouveau moment politique.

Un moment riche de potentialités transformatrices, mais aussi lourd de menaces pour l'humanité... Un moment marqué par des accélérations soudaines, des convulsions aiguës, des tournants brusques...

Le constat s'impose particulièrement lorsque l'on prend la mesure de la tourmente où se trouve plon-

gée la globalisation capitaliste, et de l'abîme où elle peut entraîner notre planète.

La crise écologique et climatique, qui voit la pression humaine sur les ressources et l'environnement - pression qui caractérise ce que l'on appelle l'ère de l'Anthropocène - s'accélère terriblement sous l'effet de la folle course aux profits du nouvel âge du capitalisme.

Elle met aujourd'hui en question l'existence humaine elle-même. Elle s'accompagne d'un enchevêtrement de défis existentiels pour l'humanité, qu'il s'agisse des menaces qui pèsent sur la biodiversité, du spectre de nouvelles pandémies à l'image de celle que nous avons vécue avec le Covid-19, de la mise en cause de la sécurité alimentaire au niveau mondial, ou encore du pillage des ressources naturelles fondamentales par une poignée de multinationales emportées par leur cupidité.

C'est sur cette toile de fond que s'enchevêtrent d'autres bouleversements majeurs.

Nous sommes ainsi entrés dans une nouvelle phase de la crise systémique d'un capitalisme financiarisé et globalisé comme jamais dans son histoire.

Cette crise se traduit, concrètement et tout à la fois, par des ruptures des chaînes d'approvisionnement, dont nous voyons chaque jour les funestes conséquences pour les populations, par une inflation d'une grande violence, et par la menace d'une nouvelle crise financière - dont la récente faillite de la Silicon Valley Bank a fait resurgir la possibilité.

De même, l'intensification des concurrences entre firmes et puissances, dans un contexte où l'hégémonie impériale des États-Unis se trouve battue en brèche, fait resurgir le spectre de la guerre, y compris dans sa possible dimension nucléaire. L'invasion de l'Ukraine par le régime ultraréactionnaire et ultranationaliste de Vladimir Poutine a terriblement accéléré ce processus.

Cette nouvelle donne mondiale voit, en outre, l'ébranlement des formes de la domination politique du capital, à l'œuvre sous des formes diverses sur la totalité des continents. Les crises de régime, qui éclatent de



Paris et Londres jusqu'à Téhéran et Tel-Aviv, comme la multiplication de solutions autoritaires ou fascisantes dans divers pays, en sont autant de concrétisations.

Tout cela produit une longue chaîne d'insécurité humaines.

Ces phénomènes ne rencontrent toutefois pas, il importe de le souligner avec force, l'apathie des peuples. Bien au contraire, de très nombreux mouvements politiques, sociaux ou sociétaux surgissent et expriment l'aspiration massive des travailleurs, des femmes, des jeunes à un autre ordre du monde, débarrassé de l'injustice sociale, de l'inégalité et des

discriminations de toute nature, des menaces de guerre, du déni de la souveraineté des nations et des peuples.

L'aspiration à une sécurité globale monte de partout. Cet état contradictoire du monde appelle des réponses globales, auxquelles un parti comme le nôtre - qui est le parti de l'émancipation et de la paix -, doit tout particulièrement s'attacher. Et c'est la raison pour laquelle le chapitre qui s'efforce de redéfinir notre politique européenne et internationale, le chapitre 2, a été largement enrichi, comme vous pouvez le voir.



La crise française est à la mesure de cet ordre mondial devenu totalement chaotique.

Ici aussi, la crise systémique est là. Elle ébranle un capitalisme français percuté par la globalisation marchande et financière, par la redéfinition en gestation des rapports de force sur la planète, ainsi que par la révolution informationnelle.

Sous le choc des politiques austéritaires conduites pour satisfaire aux exigences des marchés financiers et d'une construction européenne au service de ces derniers, la majorité de notre peuple subit, tout à la fois, baisse des salaires, chômage de masse persistant, développement de la pauvreté et de la précarité, casse des services publics.

La nation se trouve profondément fracturée par les orientations néolibérales qu'elle subit, et elle est affaiblie par les pertes de souveraineté qui lui ont été imposées, en matière industrielle, énergétique, sanitaire ou alimentaire.

Depuis la séquence électorale de 2022, elle affronte une crise de régime majeure. Celle-ci se caractérise par ce divorce entre gouvernants et gouvernés que reflète la montée continue de l'abstention populaire aux diverses consultations électorales. Un divorce probablement sans précédent depuis l'avènement de la V^e République...

Depuis l'an passé, cette crise s'est aiguïlée à la chaleur de la panne de projet qui affecte visiblement la classe dirigeante, de l'épuisement d'un macronisme

qui affichait initialement la volonté de plier notre pays aux exigences du capital financier, de la perte phénoménale d'autorité d'un président de la République, en principe clé de voûte de nos institutions.

Le mouvement social, qui soulève actuellement le peuple français contre le passage à 64 ans de l'âge du départ à la retraite, vient rendre éruptive cette crise politique.

Derrière l'exigence du retrait de la loi Macros-Borne, ce sont toutes les protestations populaires qui se coalisent : celles qui ont trait au pouvoir d'achat, à l'emploi et au sens du travail, à l'exigence de services publics au service de l'intérêt général, à l'aspiration à un autre avenir pour la jeunesse, au besoin de démocratie dans une République que les pouvoirs en place n'ont cessé de mutiler.

Un mot à ce propos. La brutalisation de la procédure parlementaire pour faire passer en force la réforme des retraites, d'article 47-1 en article 49-3 de la Constitution, et plus largement le mépris de l'exécutif envers l'opposition populaire à son projet, n'ont fait que confirmer, aux yeux de millions de nos concitoyennes et concitoyens, que se dessinait insidieusement un nouveau régime politique : celui du libéralisme autoritaire.

C'est donc à une bataille historique entre capital et travail que nous avons affaire. Avec pour caractéristique fondamentale que c'est le mouvement ouvrier, à travers l'intersyndicale à la tête de la mobilisation, qui polarise cet affrontement dont l'enjeu n'est rien moins que l'avenir de la France.

À travers la dynamique de ce mouvement, des millions de nos compatriotes font l'expérience de leurs capacités à intervenir sur la scène politique avec leurs propres méthodes de classe. C'est un élément fondamental pour l'avenir.

Deux légitimités se font à présent face : celle du mouvement social que soutient l'immense majorité du pays ; et celle d'un exécutif affaibli et rejeté, bien qu'il tente coûte que coûte de rester « droit dans ses bottes » - comme disait l'autre -, et qu'il n'hésite pas à recourir aux provocations verbales et à la violence contre des grèves, des blocages et des manifestations qui n'entendent pas relâcher leur pression pacifique. La journée d'hier l'a, une fois de plus, démontré en mobilisant massivement...

La question du débouché politique à proposer à cette épreuve de force se pose désormais avec acuité.

Cette question est d'autant plus posée que, pour la première fois depuis longtemps, son extériorité au mouvement social vient déstabiliser l'extrême droite, dont la stratégie consiste à chercher à dévoyer les colères populaires. Ce qui n'efface en rien, soyons très lucides à cet égard, les points que le Rassemblement national a marqués au fil des années, en faisant sauter plusieurs des verrous qui lui barrèrent longtemps la route du pouvoir.

La gauche en est directement interpellée dans sa capacité à converger avec les forces sociales aujourd'hui mobilisées dans le rejet des 64 ans, afin de construire, avec elles, et non pas en dehors d'elles, une offre à même de mener notre peuple vers une victoire politique.

Notre projet de base commune avait été écrit à la fin de l'an passé.

Il nous a donc fallu remanier largement le chapitre 3, qui traite précisément de la crise française, pour prendre en compte l'accélération de celle-ci, l'enjeu de la confrontation en cours, et le tournant de situation que cette épreuve de force annonce sans doute pour l'avenir.

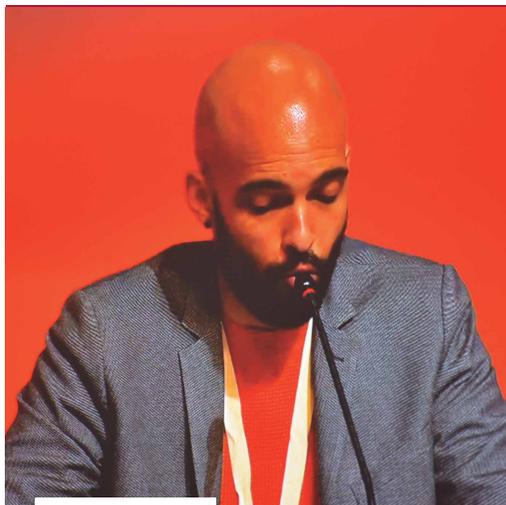
De l'appréciation en finesse des tendances lourdes du moment historique que nous traversons, découle naturellement notre feuille de route.

Notre 38^e Congrès, en exprimant sa volonté de conjurer l'effacement dont le Parti se voyait menacé, avait décidé de travailler au renouveau du communisme



français. Nous avons engagé ce redéploiement, certes en affrontant moult difficultés et en essayant des revers électoraux, mais au final en commençant à retrouver une visibilité et un véritable écho populaire.

Les campagnes électorales de ces quatre dernières années, à commencer évidemment par celle de la présidentielle, y ont fortement contribué. De même que le développement du travail de terrain de nos sections et fédérations, les initiatives que nous avons su prendre face aux événements marquants, ou encore la réactivation de nos élaborations programmatiques, symbolisées par le document « *La France*



des Jours heureux » qui aura été le support de la campagne de Fabien Roussel.

Tout nous appelle, à présent, à poursuivre dans cette voie.

Nous sommes, et nous devons être mieux encore, le parti qui porte haut un projet communiste qui se révèle d'une actualité plus brûlante que jamais.

Parce que la planète a besoin d'une révolution écologique face au désastre planétaire qui menace... Parce que la mise en commun est la réponse aux tendances à la fragmentation des sociétés... Parce que le dépassement du marché capitaliste est mis à l'ordre du jour par la révolution technologique en cours... Parce que tous les mouvements populaires traduisent l'universalité du combat pour les droits humains et l'aspiration montante, elle aussi universelle, à l'émancipation individuelle et collective... Parce que tout appelle à une révolution des relations entre générations, à une révolution du travail, à une révolution féministe, à une révolution de la politique autant que de la culture... Parce que la soif des êtres humains de retrouver la maîtrise de leur destin fait de la démocratie jusqu'au bout le but et le moyen du combat transformateur... Le projet communiste irrigue toutes les dimensions de notre action.

Dans notre texte, nous décrivons le communisme comme horizon civilisationnel et chemin de lutte.

C'était, entre les deux projets de base commune qui leur étaient soumis, l'un des débats que les commu-

nistes ont tranché par leur vote au mois de janvier. Si nous disons que le communisme est à la fois visée civilisationnelle et chemin de lutte, c'est pour bien marquer que, si des éléments de communisme ne cessent de surgir des contradictions du système capitaliste, comme le relevait déjà Marx, il y a besoin d'une force révolutionnaire pour changer le rapport des forces, pour articuler la lutte contre toutes les dominations à la bataille de classe pour en finir avec l'exploitation, car telle est la condition pour parvenir au dépassement du capitalisme, pour disputer le pouvoir au capital.

Parti porteur d'une telle ambition, nous sommes également, et nous devons être mieux encore, le parti qui affirme une cohérence. Entre son implication dans toutes les luttes de résistance comme de conquête, et la bataille d'idées qu'il mène pour élever la conscience populaire des enjeux du combat de classe, pour restaurer la confiance du plus grand nombre en la politique, pour redonner crédit à un projet de transformation radicale de la société.

Comme vous l'a dit Marie-Jeanne, nous avons choisi de maintenir l'option prise initialement de ne pas développer une partie programmatique dans le texte, par souci de ne pas le déséquilibrer.

Nous avons néanmoins intégré de nombreux amendements qui enrichissaient les grands axes avancés pour structurer notre activité.

Je rappelle ces axes pour mémoire.

D'abord, la place centrale que nous donnons au travail, à la nécessité d'en changer le sens, à la bataille pour éradiquer le chômage - avec notamment, en son cœur, notre proposition de sécurisation de l'emploi et de la formation, à notre engagement en faveur d'une nouvelle industrialisation de la France...

Ensuite, la question décisive des services publics, pour faire des biens communs une priorité. De très nombreuses confrontations, ces dernières années, en ont confirmé l'importance capitale, dès lors que sont concernés des secteurs aussi fondamentaux que l'énergie, la santé, le grand âge ou le handicap, l'éducation, le logement, les transports, la communication, ainsi que l'accès à l'art et à la culture.

Enfin, la République, qu'il s'agit de refonder. Pour replacer le peuple au cœur des décisions. Pour en finir avec toutes les discriminations et la rendre

effectivement sociale, écologiste, féministe, laïque et universaliste. Et pour la faire reposer sur de nouveaux pouvoirs de décision pour les salariés jusque dans les entreprises. Pour nous, souveraineté de la nation, souveraineté du peuple et souveraineté du travail sont indissociables.

Et s'il est bien une originalité de notre parti au sein de la gauche, elle se trouve dans le lien que nous établissons en permanence entre ces grands objectifs transformateurs et les moyens de les financer et d'atteindre une nouvelle efficacité économique, sociale et écologique. Ce qui passe par une autre utilisation de l'argent, par l'appropriation sociale et démocratique des grands réseaux bancaires et des groupes dominants des secteurs stratégiques.

Cette démarche, nous avons pu en mesurer l'efficacité dans la présente bataille de retraites.

Précisément, ce sera d'ailleurs mon dernier point, de l'aggravation de la crise française ces dernières semaines, il découle que nous sommes, et devons être toujours mieux, le parti qui porte un horizon d'espoir pour la France. Un horizon qui passe par une rupture avec les désastres auxquels a mené la domination des logiques d'accompagnement du libéralisme sur notre campo social et politique.

Le mouvement historique en cours souligne l'enjeu stratégique auquel il nous appartient de répondre : faire en sorte que la majorité sociale aujourd'hui



dressée contre la politique du pouvoir se transforme demain en majorité politique.

Pour atteindre cet objectif, la gauche se doit d'aller à la reconquête de cette immense partie du monde du travail qui ne trouve pas de réponse à ses attentes sur le champ politique et se détourne de ce fait du suffrage universel.

Pour le dire autrement, l'irruption sociale vient confirmer ce que nous ne cessons de dire : nous ne



saurons résumer notre action aux alliances à conclure entre forces politiques de gauche et écologistes.

C'est pour cette raison que la discussion qu'il nous faut instruire entre nous ne porte pas sur la participation à la Nupes.

Cette coalition est née pour affronter les élections législatives de l'an passé, mais elle aura d'emblée été marquée par la volonté hégémonique d'une de ses composantes.

Comme l'a évoqué Fabien, cette volonté hégémonique vient encore de se manifester avec la lettre que nous a adressée la direction de La France insoumise, laquelle illustre une conception singulière des relations entre forces de gauche. Au sein de la gauche, nous pensons, nous, que les positions différentes, et même divergentes sur divers points, appellent d'abord loyauté et respect mutuel.

Force est de constater que la formation de la Nupes, si elle aura permis à ses partis de doubler leur représentation à l'Assemblée, n'a pas permis d'élargir le socle social de la gauche.

Elle a, de surcroît, montré ses limites dans le cours même de la bataille des retraites, tant à travers les différences de programme qui se sont exprimées, qu'à travers les conceptions contradictoires affichées des relations avec les organisations syndicales.

La sortie de ce blocage ne se trouvera donc pas dans la transformation de la Nupes en un nouveau mouvement politique. Il nous faut aller au-delà, bien au-delà...

Lorsque, dans le texte, nous parlons de « dynamique populaire agissante », nous désignons ainsi une démarche qui articule engagement dans les luttes, bataille des idées, recherche permanente de convergences entre organisations du mouvement social et forces politiques, dans le respect scrupuleux des spécificités de chacun, construction de l'implication populaire dans la construction politique pouvant conduire à une nouvelle majorité.

Le moment étant à tous égards décisif, tout nous invite à prendre des initiatives pour concrétiser cette approche.

C'est ce que propose le chapitre 6 du texte, enrichi des amendements adoptés par les fédérations. Et c'est ce que complète la motion que Fabien propose à notre congrès d'adopter tout à l'heure.

Le rassemblement des forces populaires est l'ADN même des communistes.

C'est à un processus inspiré de celui qui mena, en son temps, à la naissance du Front populaire que les circonstances nous appellent.

De notre implication totale dans le combat pour le retrait de la contre-réforme des retraites aux côtés de l'intersyndicale, à la construction plurielle de la bataille pour le référendum d'initiative partagée si le pouvoir s'obstine à ne pas entendre le cri du pays, se joue la convergence entre forces de gauche, forces syndicales, forces vives de la nation dans leur diversité, afin que leur intervention conjointe fasse basculer le destin de la France.

D'où l'appel à un pacte pour le redressement social et démocratique du pays pour de nouveaux Jours heureux, en vue d'une majorité populaire et d'un gouvernement qui, pour reprendre les termes de la motion, feront une force de leur diversité, conduiront une politique respectueuse de la démocratie sociale, et s'appuieront sur une coopération de chaque instant avec les organisations syndicales.

Mes cher-e-s camarades,

À travers cette conclusion stratégique de notre document d'orientation, nous mesurons à quel point nous avons besoin d'un Parti communiste plus fort, mieux

39eme Congrès de PCF à Marseille



implanté dans le monde du travail et les catégories populaires, redéployé au plus près des populations et dans les entreprises, en phase avec la jeunesse, armé pour s'impliquer totalement dans la révolution féministe qui souffle sur la planète entière, trouvant dans son renforcement militant la source du renouvellement de ses cadres.

Bref, un parti qui s'affirme de nouveau comme une grande force populaire.

Un parti qui confirme également le mandat de son 38^e Congrès : être présent, avec nos candidates et candidats, dans toutes les élections, afin d'y porter nos propositions originales.

C'est ce que nous ferons dès les élections européennes de l'an prochain.

Le débat y liera nécessairement, nous le savons bien, les exigences de changement social et démocratique dans notre Hexagone, avec le besoin d'une autre Europe, libérée des griffes de la finance, une Europe

conçue comme union des nations et des peuples libres, souverains et associés.

Dans ces circonstances, comme l'ont demandé de très nombreuses conférences fédérales, nous avons vocation à présenter une liste de large rassemblement de tous ceux et de toutes celles qui partagent une approche similaire de la perspective européenne. Et nous allons, dès demain nous employer à en créer les conditions.

Notre histoire l'a amplement prouvé : la conquête de nouveaux Jours heureux exige un Parti communiste qui soit, au cœur de la France et de la gauche, la force motrice du droit au bonheur retrouvé pour tous et toutes.

Place maintenant au débat sur ce qui va devenir notre bien commun pour les trois années qui viennent.

Je vous remercie. ✪



Première journée

En ce premier jour de leur congrès national, les centaines de délégué-e-s venu-e-s de toute la France découvrent avec bonheur le cadre où se tiendront leurs débats. La vue depuis les jardins du Palais du Pharo offre en effet de belles perspectives à qui rêve de monter à l'assaut du ciel.

C'est à Jérémie Bacchi, sénateur et secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône, qu'il revient de prononcer un mot d'ouverture rappelant l'histoire revendicative de la cité phocéenne ; histoire qui amena d'ailleurs les canons du Fort Saint-Nicolas à être tourné vers la population plutôt que vers l'extérieur.

Pascal Galéoté, secrétaire général de la CGT du Grand Port Maritime de Marseille, revient sur la grève exemplaire qui laisse au large 73 navires chargés d'hydrocarbures. Au-delà de la grande bataille des retraites, dockers et portuaires portent des ambitions industrielles conjuguant enjeux écologiques, réponses aux besoins de la population et développement du territoire. L'appel à ce que les travailleurs prennent toute leur place dans les luttes politiques est suivi d'une ovation qui ne retombe pas lorsque Fabien Roussel prend la suite au micro.

Le secrétaire national adresse immédiatement son

salut aux dockers, portuaires et aux salarié-e-s en lutte de la centrale de Gardanne, ainsi qu'à l'ensemble des organisations syndicales qui sont « l'honneur et la fierté de la France ».

À rebours des coups de force du gouvernement, ce congrès doit, selon lui, être un exemple d'exercice démocratique : « Ici, pas de 49-3 ! » Dans la salle, les communistes décident en toute indépendance de leurs orientations. Hors ces murs, ils lancent une autre bataille pour la souveraineté populaire avec le RIP initié par les groupes parlementaires GDR et CRCE.

Le conflit autour de la contre-réforme des retraites attire l'attention du mouvement ouvrier international. En tenant son congrès au cœur de la bataille, le PCF donne l'occasion à nos camarades du monde entier de renouveler leur soutien. En retour, les congressistes affirment leur solidarité internationaliste, notamment à l'occasion de l'intervention de Berivan Firat, porte-parole d'un CDK-F endeuillé mais déterminé.

Après une présentation du texte d'orientation par Marie-Jeanne Gobert et Christian Picquet, les communistes se saisissent pleinement de leur congrès à travers une trentaine d'interventions générales.



Renforcement du Parti, gestes d'organisation, rôle des élus, financement des retraites, crise de l'école... Les communistes qui se succèdent font, en trois minutes précises, la preuve de la culture démocratique de leur organisation. Grâce au travail préalable des congrès départementaux et de la commission du texte, le dense programme du jour peut être tenu. Le préambule du texte et le bilan de l'action du Parti depuis le 38^e Congrès sont adoptés en cette fin de journée par plus de 90 % des congressistes. ✪

Clément Chabanne







Deuxième journée

Les débats du 39^e Congrès du Parti communiste français s'ouvrent samedi sur un enjeu de taille : l'analyse des transformations climatiques et écologiques.

Le chapitre II de la proposition de base commune travaille cette question sous le prisme de l'Anthropocène. Les congressistes s'interrogent : ne devrait-on pas plutôt parler de capitalocène ? Si capitalistes et travailleurs, pays du Nord et pays du Sud ne partagent pas la même responsabilité dans la transformation du climat, la commission tranche en faveur du premier concept, plus solide sur le plan scientifique. Les congressistes votent largement en faveur de cette position.

Les délégués sont amenés à se prononcer sur la nature du chemin communiste. L'idée d'un «communisme déjà là» définissant les conquêtes sociales est largement rejetée. La qualification de la transition vers le communisme sous le nom de «socialisme» suscite un grand débat, mais les congressistes déci-

dent de reporter la discussion pour mieux travailler le sujet.

Cette intense journée se termine par le débat sur la stratégie de rassemblement portée par le PCF. Évidemment, la question de la Nupes agite les discussions, mais une unité se dégage très largement autour de deux éléments essentiels : ni fusion, ni absorption ! Pour le Congrès, l'unité de la gauche et des forces de progrès social ne saurait se résumer au cartel électoral de la Nupes. De nombreuses interventions appellent à un «élargissement» de ce cadre, en cohérence avec la résolution proposée par Fabien Roussel et adoptée le premier jour du Congrès.

Les débats de la journée se clôturent par une discussion sur la stratégie à adopter pour les élections européennes 2023. Si des délégués plaident pour l'affirmation dès maintenant d'une liste communiste pour cette échéance, le congrès affirme que le PCF «a vocation à présenter une liste de rassemblement» et se donne rendez-vous à l'automne 2023 pour une conférence nationale qui permettra d'affiner ce choix.

À la mi-journée, Hélène Bidard, responsable en charge du féminisme au PCF, et Fabien Roussel interviennent sur la question de la lutte pour les droits des femmes. Hélène Bidard met en avant la nécessité d'un «féminisme de lutte des classes», débattu la veille dans la première partie du texte d'orientation. Elle y réaffirme ensuite l'importance de la lutte contre toute forme de violences sexistes et sexuelles dans le Parti à travers le dispo-

sitif «tolérance zéro». Fabien Roussel insiste sur la nécessité d'une véritable politique de cadre féministe, et annonce la tenue d'une conférence nationale annuelle réunissant les cadres femmes du mouvement pour faire le bilan et fixer les objectifs en terme de féminisation du Parti.

La journée est aussi marquée par des interventions d'acteurs de la vie politique locale.

Benoît Payan, maire de Marseille à la tête d'une large coalition de gauche, s'exprime à la tribune du Congrès. Rappelant que le premier congrès du PCF s'est tenu dans la cité phocéenne en 1921, il exprime son attachement aux combats portés par le Parti. Il salue chaudement l'action des élus communistes de sa majorité, preuve pour lui qu'il est possible de réaliser l'union de la gauche tout en préservant les spécificités et les orientations politiques de chaque parti politique.

Léo Purguette, président du journal *La Marseillaise*, relate l'immense travail effectué depuis quelques années pour remettre sur pied ce journal de la Résistance. Dans une intervention pleine d'émotion et d'optimisme, il raconte la place essentielle et si particulière qu'occupe le journal dans les luttes locales et trace les perspectives de développement de celui-ci : version en ligne, bataille de l'abonnement et développement dans d'autres départements.

Enfin, Otto Vaillant, ambassadeur de Cuba, et Hala Abou-Hassira, ambassadrice de Palestine, se témoignent mutuellement leur solidarité et remercient le PCF pour son engagement contre le blocus de Cuba, la colonisation et le régime d'apartheid de l'État



israélien contre le peuple palestinien. Ils sont acclamés sous des «Cuba sí, Yankee no !» et «Palestine vivra, Palestine vaincra !» Une campagne de solidarité politique et matérielle contre le blocus de Cuba est annoncée. ★

Léo Garcia



Rapport de Véronique Mahé

Notre 39^e congrès marque notre conviction que l'heure est à construire le renouveau du communisme français pour relever les défis de la période. Pour y parvenir, un des enjeux primordial est de déterminer les évolutions nécessaires de nos statuts.

Premier constat, nous devons faire preuve d'humilité, le temps est insuffisant pour une réécriture complète. Cette révision se doit ambitieuse et de qualité avec l'intégration d'éléments nouveaux, l'approfondissement de certains articles et doit s'inscrire dans un travail plus long à partir du prochain congrès. Nous ne partons pas d'une page blanche et, inversement, aucun sujet n'est exclu à priori.

Il s'agit principalement de redonner de la légitimité puisqu'il s'agit de nos règles de vie collective, il s'agit de définir l'organisation dont nous voulons nous doter, il s'agit de respecter les droits des adhérents. Si nous nous définissons comme le parti du monde du travail, des jeunes, des femmes, nos adhérent.es sont en droit de pouvoir prendre toute leur place à tous les niveaux de notre organisation. Si nous parlons de dignité humaine, nos militantes sont en droit d'être écoutées et accompagnées. Nos sta-

tuts sont le fruit d'une histoire, où nous avons fait le choix historique de placer l'adhérent, l'individu, au centre. Dans cette révision, s'il ne s'agit en aucun cas de retrancher quelque droit que ce soit, il apparaît qu'il faut peut-être trouver un équilibre entre l'individu et le collectif, dans le respect de tous. Comment faire éclore toujours plus l'initiative communiste, en cohérence avec les orientations définies en commun ; comment mieux définir les rôles de chacune de nos instances et structures et des responsabilités associées ? Notre objectif est d'être en cohérence politique avec la base commune, de cibler ce qui relève des statuts qui doivent être fonctionnels et démocratiques. D'être plus efficace dans notre action, en collant aux réalités nouvelles du militantisme communiste.

L'enjeu reste toutefois de bien cerner ce qui relève de la commission des statuts, et ce qui n'en relève pas mais concerne plutôt celle du texte ou celle des candidatures.

Notre commission s'est réunie 11 fois, nous avons conduit notre réflexion en nous appuyant sur de nombreuses auditions : dirigeants nationaux et départementaux, syndicats et partis de gauche euro-



péens, commissions nationales thématiques, MJCF, Commission de médiation et de règlement des conflits, dispositif stop violences, autodiagnostic commission féministe.

Lors du Conseil national du 4 février dernier, une première version a été présentée. A l'issue des débats, améliorée et validée par 56 voix pour, 10 contre et 28 abstentions, elle s'est enrichie des nombreux amendements issus des congrès départementaux. Les communistes se sont emparés du débat puisque sur l'ensemble des fédérations 1753 amendements ont été déposés, dont 1186 ont été adoptés et 567 rejetés.

« L'espoir de vivre libres et égales est devant les femmes comme une promesse de bonheur à laquelle elles n'osent pas encore croire ». Ces quelques mots de Gisèle Moreau trouvent encore un écho, même au sein de notre parti. Comme notre secrétaire national le disait hier, nous avons déjà réalisé beaucoup, nous avons beaucoup progressé, mais il reste beaucoup à faire. Notre commission a souhaité en faire un enjeu primordial de nos statuts.

Avant de clore mon propos, je souhaite rendre hommage au nom de toutes et tous les communistes à

notre camarade Marc Brynhole, président depuis 2009 de la commission de médiation et de règlement des conflits. J'ai énormément apprécié de travailler aux côtés de ce maître incontestable de statuts. Et je suis persuadée que l'empreinte de sa personnalité, faite de culture, de sagesse, d'esprit de conciliation et d'efficacité, marquera l'histoire de cette commission. ✪



Rapport de Jérémie Giono

Le document qui vous est présenté aujourd'hui est le fruit d'un travail collectif. Travail collectif, c'est ce sur quoi nous souhaitons insister, car du début à la fin ça aura été la méthode de la commission.

Notre commission s'est réunie 11 fois. Nous avons conduit notre réflexion en nous appuyant sur de nombreuses auditions : dirigeants nationaux et départementaux, syndicats et partis de gauche européens, commissions nationales thématiques, MJCF, Commission de médiation et de règlement des conflits, dispositif Stop violences, autodiagnostic commission féministe.

Sur chaque sujet nous avons cherché à trouver les

bons points d'équilibre.

Je salue ici l'engagement des camarades de la commission qui, dans notre large diversité, ont toutes et tous contribué dans cet état d'esprit. Et surtout le travail d'animation et de compilation de Véronique, qui aura conduit notre équipe avec brio.

Je veux ici esquisser les principaux sujets qui sont remontés et ont été intégrés. Chaque partie sera abordée par les camarades qui ont piloté le travail sur le sujet.

- Actualiser notre préambule, qui nous semblait daté.
- Renforcer la féminisation du Parti ; mieux prendre en compte l'enjeu de construire un parti féministe à tous les niveaux, au-delà de la seule parité formelle, par un travail sur les bonnes pratiques, sur la formation et l'accompagnement à la prise de responsabilités.

- Renforcer considérablement la partie sur la formation et sur la promotion de nos militantes et militants ainsi que le suivi et l'accompagnement de nos cadres. Dans cet esprit également, nous définissons désormais le rôle des responsables « Vie du Parti / Organisation ».

- Préciser, dans un article dédié, notre structuration sur les lieux de travail en souplesse.

- Mieux préciser notre structuration, en renforçant la place des cellules de manière équilibrée, en renforçant l'animation du Conseil national avec un collectif chargé d'assurer le lien avec les commissions thématiques (sur ce point, l'expérience de Pierre aura été précieuse et nous l'en remercions), ou encore en intégrant l'organisation des adhérents résidant à l'étranger.

- Intégrer le dispositif Stop violence, notre outil de lutte et de prévention contre les violences sexistes et sexuelles, à nos statuts, en lien avec la commission de médiation. Ce sujet aussi a nécessité un travail en finesse.

Bien d'autres modifications figurent dans le texte ; mais pour conclure, j'insiste sur les aspects précisés au début : nous sommes à la fois sur une révision et



sur un document de règle de vie communes, donc délimitons bien ce qui relève de ce débat et ce qui relève de nos discussions de ce matin sur la partie « feuille de route orga » de la base commune.

Certains points importants nous semblent aussi mériter plus de temps de travail collectif. Et tout en laissant le débat ouvert, la commission proposera que le Parti prenne le temps de travailler plus longuement dessus en vue de changements futurs.

Enfin, il est aujourd'hui question de nos statuts et non de notre texte d'orientation politique, que nous avons traité hier et vendredi. Nos statuts, ce sont nos règles de vie communes, qui par définition se doivent de convenir à toutes et tous pour garantir notre unité.

Nos statuts, c'est aussi un document juridique opposable, qui se doit d'être conforme aux lois en vigueur. ✪



Troisième journée

En raison des discussions inachevées la veille sur le texte d'orientation, la journée du dimanche s'ouvre par l'examen de la dernière partie du texte : "poursuivre le redéploiement du PCF". Des débats importants ont eu lieu sur la question de la "reconquête des classes populaires", expression ayant dérangé certains congressistes, mais qui a finalement été adoptée. Au-delà du terme, c'est la question de la place qu'occupe aujourd'hui le PCF dans les classes populaires qui était posée aux délégués. Si certains ont souligné le travail fait par les militants et les élus dans ces milieux, le Congrès a choisi d'affiner la trop faible diffusion des idées communistes sur le territoire afin d'affirmer une ambition forte : redevenir le parti des classes populaires.

Les discussions ont aussi porté sur la féminisation du PCF et de ses cadres, dans la lignée de l'intervention d'Hélène Bidard et Fabien Roussel la veille, plaidant pour un parti communiste pleinement féministe. En plus d'être un parti féministe, le PCF veut être le parti de la jeunesse, ce qu'a réaffirmé le Congrès en insistant sur son lien privilégié avec le Mouvement jeunes communistes de France, dans le strict respect

de son indépendance d'organisation.

Enfin, la question du lien entre le parti et les élus a été au cœur des discussions, avec une volonté exprimée par le Congrès de voir une articulation encore plus forte entre orientations du PCF et action de ceux-ci.

Un peu avant midi, le texte "L'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux" est très largement adopté par les délégués.

Avant de passer aux discussions sur les statuts, 3 interventions ont marqué la journée. Clin d'œil à la ville hôte du Congrès, les Jeunes communistes et leur secrétaire général Léon Deffontaines sont montés sur scène aux airs de "Jump" de Van Halen. Dans son discours, celui qui passera la main en juin 2023 a insisté sur les progrès d'implantation du MJCF sur tout le territoire depuis septembre (plus de 10 nouvelles fédérations) et sur le pic d'adhésions lié au mouvement social (1000 adhésions supplémentaires). Cette intervention a été suivie de celle de Nicolas Marchand pour les vétérans du PCF, l'occasion pour l'amicale de verser au débat quelques objectifs pour le parti : recrutement de nouveaux adhérents, soutien au MJCF, développement de la formation et proximité dans la



structuration du parti.

Enfin, le Congrès a rendu un vibrant hommage à Danielle Casanova, résistante et dirigeante de l'Union des jeunes filles de France, par la voix de sa nièce, Isaline Amalric Choury.

La journée du dimanche 9 avril s'est poursuivie sur la question des statuts. Une commission, dirigée par Véronique Mahé et Jérémie Giono a introduit les conclusions du travail effectué depuis près de deux mois avant de laisser place aux amendements et aux débats.

De la structuration du PCF à son rapport avec ses élus, d'après discussions ont eu lieu sur ce qui a été désigné comme les « règles communes qui régissent

l'organisation ».

Le chapitre 1, portant sur l'activité des communistes, fut l'occasion de réviser la manière dont les militants doivent être organisés. Cellules, Sections, Fédérations, liens avec le MJCF et activité à l'entreprise. Autant de sujets qui, en définitive, devaient permettre, comme nombre de délégués l'ont rappelé dans leurs interventions, de faire de ces statuts révisés un outil conséquent pour mettre en œuvre dans les territoires les ambitions politiques que fixe le texte voté précédemment. 🗳️

Léo Garcia et Esteban Evrard



Rapport de Sandra Blaise

Bonjour les camarades, nous sommes arrivés au dernier jour de nos débats de congrès avec, en fin de matinée, l'élection de notre direction nationale, le Conseil national.

Nous allons présenter ce rapport à deux voix.

Avant de commencer, je souhaite faire un petit rappel, même si nous avons pu hier l'aborder dans nos statuts et que cela a pu faire l'objet d'amendements, rappeler ici le processus de désignation de notre commission qui émane des fédérations et qui est bien l'élaboration collective issue de la base et donc de tous les adhérents du Parti communiste.

Notre commission a été désignée par les fédérations qui ont depuis le 10 janvier, date de notre première réunion, été engagées dans le travail en faisant participer un participant venant de tous les départements et venant compléter la délégation composée

de 18 membres élus par le CN sortant. Il est important de rappeler que notre commission a travaillé avec toutes et tous pour parvenir à l'élaboration d'une liste unique qui rassemble tous les communistes et qui ressemble à tous les communistes.

Au nom de la commission je tiens à remercier Léna Mons pour son travail et son aide précieuse durant ces mois de travail.

Notre commission s'est réunie 8 fois depuis le 10 janvier (3 février, 28 février, 14 mars, 28 mars et 4 avril) puis 2 fois pendant le congrès, vendredi et samedi. Les statuts votés hier insistent sur un parti féministe, se dotant de structures de proximité en lien avec les territoires et permettant l'implication du plus grand nombre de camarades, en veillant aux liens avec l'activité des élus et à leur apport comme avec celui des responsables associatifs ou syndicalistes dans le préambule.

Dans le débat, nous avons précisé les choses sur les critères pour la direction nationale et pour les directions du Parti en général. Quand nous disons « représenter tous les communistes », nous ne parlons pas des diverses opinions, qui doivent être respectées, mais surtout de la réalité de ce que représente notre parti sur l'ensemble du pays, dans tous les terri-



toires, avec sa richesse formidable d'hommes et de femmes utiles à l'action et à la réflexion. La question de la disponibilité des camarades, de leur implication pour la mise en œuvre des choix du congrès est une question importante et statutaire, mais la représentativité dans le CN de ce qu'est notre parti dans sa diversité d'engagements l'est tout autant. La présence nombreuse de syndicalistes et de responsables associatifs, comme de salarié-e-s du privé ou du public, d'ouvrier-e-s, d'intellectuel-le-s et d'acteurs

culturels est revenue dans beaucoup d'interventions au-delà de la question des sensibilités dans le PCF. Nous avons souhaité, à travers les débats, une direction à parité, respectant ce qu'est la France, la région parisienne, mais aussi toutes les autres régions, la présence du plus grand nombre de départements via les secrétaires départementaux ou d'autres camarades, d'élus, de syndicalistes, d'intellectuels, d'universitaires, de jeunes.

La question de la présence des collectifs de travail, de l'implication plus importante de chaque membre du CN dans une activité de direction en lien avec l'activité de l'exécutif national ou d'un des différents collectifs a été affirmée par la commission qui pose aussi la question de la formation des membres du CN. Sur la question de la diminution du nombre de membres au Conseil national qui été à 190, le débat a été plus complexe. La question n'est pas d'avoir une vision étriquée, technocratique de la direction selon des ratios ou l'affirmation de la diminution du nombre, mais de chercher la direction la plus efficace en lien avec les fédérations. Le seuil pouvant être 190 comme aujourd'hui ou celui de 150 qui était affirmé au dernier congrès, en choisissant de respecter les statuts dans la clarté pour proposer au Congrès une seule liste en lien avec les choix des fédérations et



des collectifs de travail. La question n'est donc pas que de diminuer le nombre de membres du CN à tout prix, mais plutôt de ne pas avoir, comme au dernier congrès, une liste qui s'allonge sous la pression de dépôt d'une éventuelle liste alternative, ce qui aurait été difficilement gérable.

Lors de ces dernières années, ce n'est pas le nombre de camarades assistant au CN qui a fait problème, car il y a eu souvent très peu de présents. Les membres de la commission ont d'ailleurs voulu se baser sur des statistiques de présence qui n'ont pu être fournies, car nous n'avons pas été en mesure de relever les présences au CN durant la longue période Covid.

Le questionnaire adressé aux fédérations et aux membres du CN a donné des éléments de réponses sur l'implication dans le CN par les camarades. La faible participation au CN est essentiellement due à une incompréhension de leur rôle, et où ils n'ont trouvé leur place, un sentiment d'absence de travail collectif et d'inutilité pour plusieurs membres sortants. Ces questions sont essentielles à résoudre au-delà du nombre.

Sur la base des interventions et au-delà de la repré-



sentativité de notre parti par le Conseil national, plusieurs critères ressortent :

- Animer le Parti : en lien régulier avec les communistes pour aider au débat ; prendre des initiatives nationales et locales, participer à leur coordination et évaluation ; apporter à l'élaboration collective,

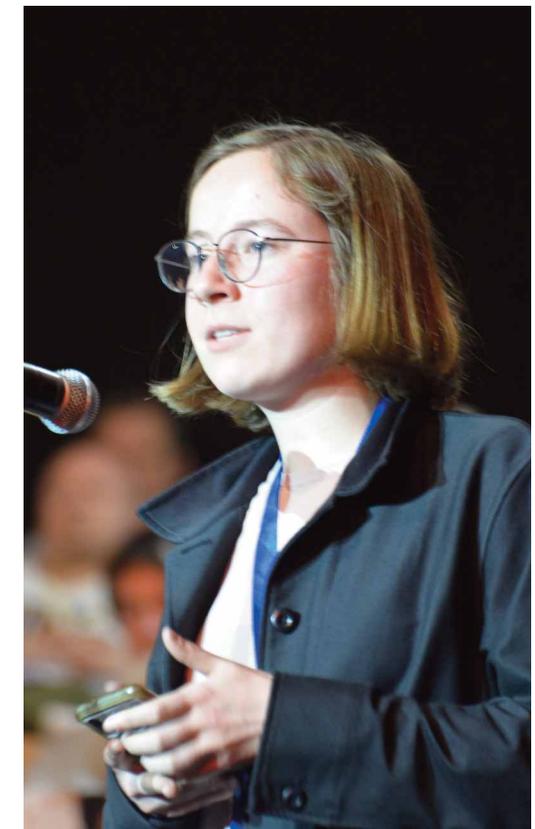


pour les prises de décisions, par l'apport d'expériences, de réflexions.

- Aider au déploiement de l'organisation et l'implantation de l'activité des communistes : que ce soit dans les lieux de travail, les quartiers ou les zones rurales ; apporter de l'aide ciblée aux fédérations, pour des liens constants fédérations/national.

La commission a donc travaillé avec l'objectif d'une direction qui prend des décisions en rapport au mandat donné par les communistes et qui évaluera ces décisions. Le Conseil national dirige le Parti pendant ses réunions et entre ses réunions. La liste doit donc tenir compte de la disponibilité et des apports militants des camarades comme dirigeants. La discussion indique qu'il faudra aussi réfléchir sur quel organigramme s'organisera le CN, comment nous pourrions reconquérir des savoir-faire perdus en nous appuyant sur des plans de formation des futurs dirigeants nationaux, mais aussi des directions départementales. Ce qui ressort d'ailleurs des débats qui ont animé le Congrès durant ces 4 jours.

Dans un souci donc de prendre en compte tous les éléments portés dans les débats, notamment sur les critères mais aussi sur l'utilité du CN, une liste a été proposée par la co-présidence de la commission aux membres présents le 4 avril après la remontée des candidatures par les congrès départementaux et les commissions de travail du CN comme le prévoit nos statuts. Cette liste a fait l'objet de débats et d'ajustements. La majorité des membres de la commission



a voté cette liste à 70 %, liste proposée 48 heures avant le congrès aux fédérations.

Cette même liste a été débattue vendredi et samedi soir, suivie d'un vote à 96 % des membres présents à la commission ce samedi à 22 h.

C'est donc en respect des débats et des critères que s'était fixés la commission que nous pouvons aujourd'hui vous présenter la liste qui sera soumise aux votes des congressistes.

Je laisse maintenant la parole à Pierre Lacaze qui va vous présenter la liste. 🌟



Rapport de Pierre Lacaze

Dernière matinée de congrès, dans cette belle ville de Marseille, avec un débat important, celui de notre future direction. Ce débat est souvent compliqué car il porte sur des noms, et que toujours tous les candidats et candidates ne sont pas retenus.

Je souhaite d'abord saluer l'engagement de tous les membres du Conseil national sortant à qui je rends hommage pour le travail réalisé depuis 4 ans, voire beaucoup plus pour notre parti. La situation actuelle du Parti, sans mettre de côté nos débats fraternels mais parfois vifs, est le résultat du choix des communistes en 2018 et du travail de celui du Conseil national.

Notre proposition est le fruit du débat collectif de la commission, mais c'est une proposition faite à partir du choix des communistes dans tout le pays. À ce titre, il faut saluer le travail des fédérations, des secrétaires départementaux et des directions départementales. Et je veux souligner le travail de tous les membres de la commission des candidatures.

Comme vous l'a indiqué Sandra, la proposition de 182 noms que nous portons à vos débats et suffrages aujourd'hui est donc bien le fruit d'un long processus de travail collectif.

La proposition de liste que nous vous soumettons est celle adoptée par la très grande majorité des fédérations par leur représentant dans la commission de

candidatures. Avec Sandra nous avons fait un choix dès la première réunion, c'est de travailler avec l'ensemble de la commission avec toutes les fédérations, sans réunir la commission des candidatures du Conseil national sortant, car nous n'en avons pas eu besoin. À chaque étape, une large majorité a décodé de la méthode de travail, des critères et des noms. Pour notre 39^e Congrès, avec la proposition de Fabien Roussel comme secrétaire national, nous avons réussi collectivement à proposer une liste qui obtienne l'assentiment de la grande majorité de nos camarades, au point de ne pas avoir de liste alternative. Je veux insister sur ce point. Sandra a indiqué que la liste proposée, après avoir obtenu 70 % des voix de la commission mardi dernier, a obtenu avant-hier soir 87 %. C'est un résultat qu'il faut entendre : l'approbation de 87 % de nos fédérations. Mais notre première satisfaction c'est le fait que nous ayons une liste commune. C'était, au-delà de la question du respect de nos statuts, le premier objectif de la commission. Ce premier critère, qui était le rassemblement des communistes, nous y sommes arrivés ; et ça a demandé du travail, de nombreux échanges dans notre commission avec les fédérations et avec les commissions de travail du Parti. Dès mardi dernier, avec un vote très majoritaire, nous savions que nous répondions à cet objectif. Et vendredi, quand aucune liste alternative n'a été déposée, ce fut la confirma-

tion que nous avons rassemblée.

Nous ne sommes pas un parti à tendances. Nous ne fonctionnons pas dans un rapport de force entre nous. Bien au contraire, nous construisons le rassemblement de tous les communistes sur une proposition commune. Et le fait de ne pas avoir de liste alternative a été une appréciation très positive de notre commission. Car si nous avions mal travaillé, si 10 % de notre parti et une part importante de fédérations ne s'étaient pas retrouvés dans la proposition, alors nous aurions eu sur la table une liste alternative. La liste proposée aujourd'hui est le résultat de tout le travail de la grande majorité de la commission. Avec le respect des critères que nous nous étions donnés.

D'abord, avec le renouvellement du CN, près de 55 % de renouvellement. 55 % c'est important et c'est un signe de vitalité, tout en gardant l'expérience de 45 % de sortants qui sont à nouveau proposés au CN. Ça veut dire que l'on va avoir un apport de nouveaux dirigeants, nouveaux élus, nouveaux responsables de fédérations de commission de travail qui sont l'avenir de notre organisation. Des camarades qui, suite aux indications de la commission, souhaitent s'investir dans une direction nationale pour mettre en œuvre les choix du Congrès pour mieux travailler dans un Conseil national plus efficace, où chacun pourra prendre sa place de dirigeant.

Un tel renouvellement est inédit dans notre parti. Je vous demande de le noter et de le prendre positivement. C'est un effort de la commission et des fédérations de retenir de nouveaux candidats, parfois au détriment de plusieurs camarades membres du CN sortants pour certains depuis de nombreux mandats, qui se présentaient et voulaient être sur la liste, ou d'autres qui laissaient la place. À ce titre, c'est connu dans la Fédération de Paris mais je veux l'indiquer à l'ensemble du congrès, Pierre Laurent, qui n'est pas proposé, n'a pas candidaté pour le CN et a souhaité ne pas être candidat après des dizaines d'années consacrées à notre parti.

Ce critère de renouvellement était pour la commis-



sion important, tout en souhaitant avoir aussi un équilibre avec des camarades qui renouvellent leur mandat. Nous avons dû parfois, pour y arriver, choisir préférentiellement de nouvelles candidatures. Je crois que ce renouvellement correspond aussi à ce que nous vivons dans le Parti depuis 2018 avec l'arrivée de nombreux jeunes cadres.

Aujourd'hui, nous ne vous avons distribué comme traditionnellement que la seule liste des candidatures proposées, mais je veux ici saluer l'ensemble des candidatures qui nous sont parvenues, les 250 ; toutes étaient de qualité. Toutes les fédérations et les communistes, mercredi dernier, ont eu connaissance des candidatures non retenues et il n'y en a pas eu d'autres depuis.

Nous avons souhaité, dès le début de nos travaux, mettre en place un deuxième critère, celui d'avoir un Conseil national moins important en nombre que le précédent qui était de 190 membres. C'est pourquoi nous avons proposé mardi 176 noms, avec au bout des débats 181 noms votés par la commission et qu'avant-hier soir nous avons voté sur 182 noms. Nous considérons ce chiffre déjà très important, voire trop important, car la majorité des fédérations souhaitaient être plutôt autour de 170.



Nous pensons que nous ne devons pas agrandir encore le CN, alors que depuis deux réunions une minorité de camarades veut rajouter sans arrêt des noms, disant que 184 c'est proche de 182, ou 188 proche de 184, ou 192 proche de 188... Nous avons décidé, à plus de 80 %, de dire qu'il fallait assumer de ne pas augmenter la liste sans arrêt et de ne pas accepter l'ensemble des candidatures. Sur toutes les candidatures non retenues nous avons donné les arguments et nous pourrions le faire à nouveau. Mais nous considérons que nous sommes d'ores et déjà avec un nombre trop important, qui ne peut pas voir de nouvelles candidatures se rajouter sans qu'il y ait des propositions en même temps pour enlever des camarades à parité. Avoir un nombre de membres du CN moins important que le précédent est aussi dans cette proposition un objectif atteint.

Avec le renouvellement, nous avons réussi à tenir un autre critère de la commission. Celui du rajeunissement de notre Conseil national, qui passe d'une moyenne d'âge de 52 ans à une moyenne de 48 ans. Une baisse de 4 ans, tout en gardant dans le CN des camarades plus âgés que d'autres, souligne l'entrée importante de jeunes dirigeants.

Nous avons dans ce CN neuf parlementaires, 4 députés en plus de Fabien et 4 sénatrices, de nombreux maires de plusieurs grandes villes, des élus régionaux, départementaux et municipaux, comme nous avons de nombreux responsables syndicaux et asso-

ciatifs. Nous avons travaillé en lien avec les besoins nationaux du Parti pour traiter des différents sujets avec la commission féministe, économie, énergie, formation, lgbt plus, entreprises, agriculture, santé, protection sociale... pour que des camarades soient présents pour apporter sur ces questions. Dans la grande majorité des cas, les propositions des commissions se sont faites en lien avec les propositions des fédérations, mais parfois sans que ces choix soient validés par les fédérations. Là aussi, dès la première réunion, si conformément à nos statuts nous avons construit cette direction avec les fédérations, nous avons aussi considéré que des candidatures pouvaient être proposées par la commission, même contre l'avis de la fédération. Nous proposons une direction nationale, pas une représentation des fédérations. On est proposé par sa fédération ou une commission, mais on est après dirigeant national à part entière.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des fédérations se retrouvent dans cette liste et certaines n'ont pas de représentants. 69 départements sont représentés, 27 ne le sont pas. Mais parmi ceux-ci 19 n'avaient pas fait de propositions, dont la Corse pour laquelle, au vu des débats actuels, nous pensions important politiquement d'avoir un membre du Conseil national. Nous sommes, sur le nombre de départements, dans la même situation que le CN précédent, et nous avons aussi un renouvellement des départements qui n'ont plus de membres du CN. Certains en avaient et n'en ont plus, d'autres n'en avaient pas et en ont. Nous avons travaillé à une nouvelle représentation territoriale de notre CN, mais sans vouloir avoir tous les départements et en conservant le fait que les secrétaires départementaux seront invités au Conseil national avec la prise en charge des frais d'hébergement et de déplacements.

Chaque fédération de fait participera des travaux du CN. Il y a 40 secrétaires départementaux dans la proposition faite, mais toutes et tous ceux qui n'y sont pas participeront de fait comme invité. Cela a conduit, il faut le dire, dans nos choix à écarter de fait beaucoup de secrétaires départementaux, surtout des hommes mais aussi des femmes. Sur les 250 candidatures reçues, nous avons plus d'hommes que de femmes. La réflexion très majoritaire de la commission dès la première réunion fut d'abord de travailler à équilibrer dans le Conseil national le poids de la



région parisienne et celui des autres régions, et en indiquant que malgré les particularités liées à la présence en RP de nombreux dirigeants, il y avait aussi de nombreux dirigeants importants dans les autres régions. Nous avons de fait imposé un effort aux départements d'Île-de-France qui, en l'acceptant ou en le combattant, ont vu leur représentation diminuée, avec aujourd'hui 32 % du CN issus de l'Île-de-France contre 40 % au mandat précédent. Et nous avons aussi rééquilibrée la représentation des autres régions, notamment des Hauts-de-France et la Bretagne. Ce choix conduit à des tensions avec des fédérations d'Île-de-France mais nous l'assumons. Et je veux saluer la responsabilité aussi de très nombreux dirigeants de la région parisienne qui ont accompagné ce choix de diminution proposée par la commission.

Suite aux débats de mardi dernier, dans le respect de nos critères la commission a modifié à la marge la liste samedi soir, proposant d'intégrer deux hommes de la région parisienne, l'un proposé par la fédération de Seine-Saint-Denis, militant associatif sur les migrations, Makendie Toupuissant, et l'autre refusé par la fédération du 93 mais membre du Conseil national sortant et ouvrier artisan, profession peu représentée dans notre direction, Gilles Gourlot. Le choix majoritaire de ne pas rajouter de noms sans en enlever nous a conduits à retirer la candidature de Jeff Lair, qui n'était pas une candidature retenue par la fédération des Hauts-de-Seine mais que nous avions sollicitée comme syndicaliste. Ce choix correspondait au débat sur les candidatures hommes d'Île-de-France. Comme pour d'autres régions d'ailleurs où nous n'avons pas retenu de candidatures

hommes, voire de femmes, pour ne pas avoir une liste qui n'en finit plus d'augmenter. Nous avons eu au cours de nos nombreuses réunions le débat sur tous les noms. Ce matin nous allons poursuivre ce débat. Nous considérons que la proposition votée à 87 % par la commission correspond aux critères de travail qu'attendaient les communistes. Il s'agit d'une liste représentative de notre parti. Nous avons dans cette liste la totalité de notre diversité d'opinions ou d'analyses, avec une très grande majorité de camarades qui ont soutenu la base commune du Conseil national, mais aussi la représentation de ceux qui soutenaient un autre texte. Nous avons une majorité écrasante, quasi 100 %, de dirigeants qui ont soutenu la campagne de Fabien, mais aussi certains qui ont eu des doutes, voire d'autres positions. Notre choix a été de représenter tout le Parti au travers de cette liste pour le CN.

Nous vous proposons un choix de rassemblement pour aller de l'avant, sans oublier nos différences, mais sans éléments aussi de représentation de tel ou tel courant. Nous avons refusé ce type de démarche qui ne correspond pas à la démarche d'élaboration de notre direction. Nous proposons une direction dont chaque membre connaît l'objectif pour toutes et tous, celui de mettre en œuvre nos choix de congrès avec Fabien Roussel comme secrétaire national. Nous souhaitons qu'en cohérence les membres de cette liste la soutiennent, avec la grande majorité des fédérations qui s'y retrouvent, et je vous invite, pendant le débat et lors du vote, à apporter massivement vos interventions et vos votes en faveur de cette liste. ✪



Salut aux camarades sortants du Conseil national

Cher·e·s camarades, après le rapport de Sandra Blaise et de Pierre Lacaze, je souhaite qu'on prenne le temps de partager quelques minutes ensemble pour saluer les membres sortants du Conseil national. Je dis « prendre le temps », parce que les camarades qui quittent aujourd'hui leurs responsabilités ont donné beaucoup de leur, au sein de la direction nationale comme dans leur Fédération. Elles et ils ont fait vivre le Parti. Toutes et tous ont déployé beaucoup d'énergie pour notre collectif militant.

La liste proposée constitue un renouvellement important de notre direction. Si elle est retenue, 102 camarades sortants ne seront pas dans la future direction qui comptera une centaine de nouveaux membres.

Parmi nos sortants, je voudrais saluer en particulier les membres du Comité exécutif national, Éliane Assassi, Pierre Laurent, Patrick Le Hyaric, Alain Pagano, Denis Rondepierre, Marine Roussillon et Lydia Samarbaksh.

Merci de les applaudir pour leur action.

Et vous comprendrez aisément que je dise, plus spécifiquement encore, un mot personnel pour Éliane, notre présidente de groupe au Sénat jusqu'au terme du mandat, pour Pierre qui a exercé pendant huit ans la responsabilité de secrétaire national, et pour Denis, notre trésorier national. Tous trois ont fait le choix d'arrêter leurs responsabilités et de profiter de jours heureux de retraite après une vie de travail et d'engagements quotidiens. Leurs parcours à tous trois s'entremêlent. Ce sont les parcours d'une génération qui s'est construite ensemble politiquement et qui a tant fait pour faire vivre notre parti.

Il m'est impossible ici de décrire dans le détail ou même de prétendre résumer les étapes de votre engagement, et nous aurons des moments avec vous dans les semaines qui viennent pour le faire. Je veux simplement tenter de dire en quelques mots le meilleur de ce que les communistes peuvent y puiser.

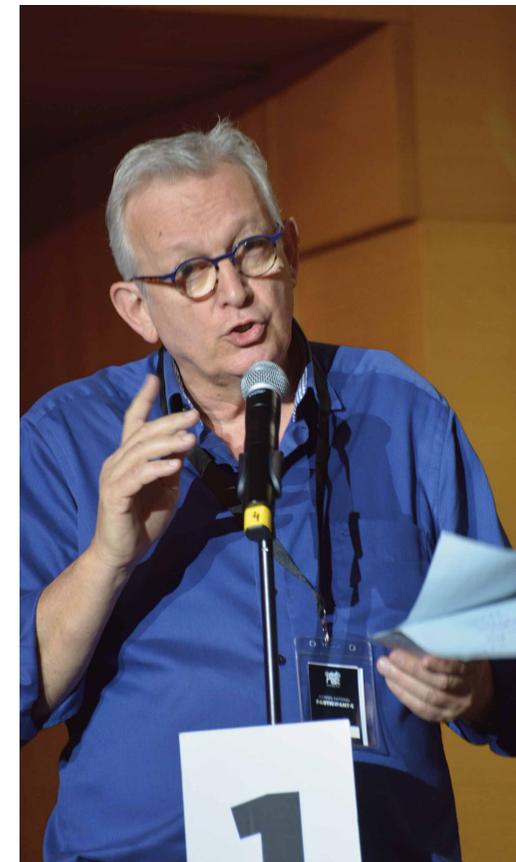


Éliane, ma camarade, au nom de tous les communistes, je veux te dire le bonheur, la fierté d'avoir pu compter sur une femme de conviction, une dirigeante, une élue, qui n'a jamais rien cédé aux puissants. Fierté oui, lorsque tu as été désignée récemment « sénatrice de l'année ». Fierté de voir ta pugnacité contre Mc Kinsey et les cabinets de conseil. Fierté de tous tes combats au Sénat et du travail collectif que tu as coordonné. Les qualités que certains ont découvert chez toi à cette occasion, nous communistes nous les connaissons depuis longtemps. Avec les sénateurs et sénatrices du groupe CRCE, tu as rendu notre force incontournable au Sénat. Une étape de plus après *Humanité* auprès de Pierre, après le secrétariat général au Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Surtout, ma camarade, chacune, chacun sait ici que ta force tu l'as puisée dans tes racines populaires qui

te sont si chères. Tu as toujours pris soin de les cultiver pour affirmer la dignité, le droit au respect et à l'égalité de tous les citoyennes et citoyens. Et personnellement, à chaque fois que j'ai sollicité ton aide pour le Parti, malgré ton agenda très chargé de présidente, tu as toujours répondu présente et tu as toujours agi pour le rassemblement des communistes. Ça aussi, c'est pour moi, pour nous toutes et tous un exemple et un motif de grande fierté.

Pierre, tu as été notre secrétaire national et avant cela, le coordinateur national du Parti auprès de Marie-George Buffet. Et tu as exercé tant de responsabilités militantes au cours de ton engagement, du secrétariat national de l'UEC à la présidence du PGE ! Nous sommes nombreux ici à avoir vécu tes mandats. Je veux témoigner de ton engagement quotidien pour notre collectif militant, de ta passion pour Paris, le Paris populaire, vivant, créatif qui t'a toujours inspiré



et auquel tu as tant donné. Tu as assumé la première responsabilité de notre organisation avec tout ce que cela implique d'exigence pour toi, tes proches, et tu l'as fait comme tu as toujours agi, en militant, déterminé. Et derrière cette apparence calme, je t'ai bien souvent vu bouillir devant la violence antisociale et autoritaire du pouvoir.

De mon regard de jeune dirigeant, j'ai été marqué par ta capacité d'analyse des mouvements de la société française, des forces politiques, par ta façon de chercher dans chaque mouvement du capitalisme, les changements que ses limites historiques mettent à l'ordre du jour. Un regard et une capacité d'analyse probablement forgée pendant tes années au journal l'Humanité. Tu as avancé tout au long de ton parcours, cette conviction communiste chevillée au corps, que

l'humanité, les peuples, les travailleurs ont la force pour progresser vers une meilleure société.

Enfin, nous savons toutes et tous ici que la question de l'unité de notre camp a toujours animé ta réflexion et ton action. Alors que tant de forces dans la société, à commencer par celles du capital, poussent au repli sur soi, tu as toujours porté la nécessité de l'union des citoyens pour de nouvelles conquêtes sociales et la solidarité des peuples.

Pour toutes ces raisons, je suis heureux et fier d'avoir travaillé et appris à tes côtés. Et aussi parce que, comme Fabien, tu es un bon vivant qui aime le bon vin de Bourgogne, une bonne viande et un bon fromage !

Denis, merci de toutes tes années d'engagement pour le Parti, marquées évidemment par les années passées avec Michel Laurent à la fédération de Seine-Saint-Denis et par ces dernières années, intenses, à la trésorerie nationale, en passant toi aussi par d'importantes responsabilités de la Vie du Parti à la coordination de l'exécutif. Taylan l'a dit hier, comme trésorier, tu as affronté les lois les plus contraignantes pour notre activité, et tu as su relever ce défi avec toute l'équipe du secteur financier. Tu peux en être fier et nous t'en remercions profondément, car nous savons toutes et tous ici que le financement de notre activité est une question majeure pour gagner les avancées que nous voulons.



Au-delà, dans tout ce que tu as entrepris, je crois que tu n'as cessé de t'interroger sur notre collectif militant, sur ses forces et ses faiblesses, avec la volonté permanente d'être toujours plus utile aux communistes pour que notre force soit toujours plus utile au peuple. Tu as toujours eu à cœur de valoriser la spécificité de notre parti, de son financement, des femmes et des hommes qui font le choix de rejoindre notre collectif humain.

Je sais que nous pourrons compter sur toi pour organiser la transition avec la ou le camarade qui prendra ta suite, car tout au long de ton action, tu as toujours eu une conscience élevée de l'importance de la continuité historique de l'originalité de notre organisation.

Merci encore à toi, merci à vous trois, merci à vous toutes et tous ! 🇫🇷

Igor Zamichiei



FABIEN ROUSSEL

LES JOURS HEUREUX SONT DEVANT NOUS

De la présidentielle à la reconstruction de la gauche

Cliquez pour commander en ligne

<https://boutique.pcf.fr/produit/les-jours-heureux-sont-devant-nous/>



Le nouveau Conseil national élu au 39^e Congrès

ROUSSEL Fabien (59), secrétaire national
AGGOUNE Fatiha (94)
ANNOOT Pierric (92)
APOURCEAU-POLY Cathy (62)
AQUA Jean-Noël (75)
BACCHI Jeremy (13)
BACHE Alain (40)
BALAVOINE Charlotte
BARAN Françoise (75)
BASSANO Jean-Patrice (64)
BAUDRIER Jacques (75)
BELL LOCH Pierre (94)
BELLAL Amar (35)
BENOIST Vincent (77)
BENOIST Lydie (91)
BERIVAN Dague (94)
BESSAC Patrice (93)
BESSARD Magali (18)
BIDARD Hélène (75)
BLAISE Sandra (88)
BLANCHET Axel (76)
BOCCARA Frédéric (92)
BOIVINET Vincent (33)
BONNEAU Pascal (22)
BONNERY Stéphane (94)
BONNET Nicolas (75)
BOUGET Vincent (30)
BOULANGER Frédéric (54)
BOULET Vincent (75)
BOUSSEDRA Saliha (30)

BREFORT Françoise (38)
BROSSAT Ian (75)
BRULIN Céline (76)
BURRICAND Marie-Christine (69)
CADAYS-DELHOMME Corinne (93)
CARBONNIER Michelle (62)
CASTANIER Julia (75)
CASTELLI Delphine (59)
CERMOLACCE Audrey (13)
CHASSAIGNE André (63)
CHOUET Julien (24)
COMUSHIAN Léa (93)
COSKUN Taylan (93)
COSSANGE Nicolas (34)
COUESNON Gwenaëlle (94)
CUKIERMAN Cécile (42)
DEBU Raphaël (69)
DEFFONTAINES Léon (80)
DELAHAIE Carine (94)
DELAPORTE Julien (85)
DELFINO Sophie (5)
DEME Amadou (91)
DENAPE Thalia (91)
DHARREVILLE Pierre (13)
DIOT François (58)
DUBRULLE Jonathan (58)
DUPEYROUX Stéphanie (49)
DUPONT Ismaël (29)
DUPONT Bénédicte (59)
DURAND Jean-Marc (26)

DURAND Denis (75)
ENGLER Françoise (9)
EVRARD Esteban (62)
FAURE Maxime (92)
FONTANA Loris (74)
FOURNEL Jean-Christophe (71)
FUCHS Sylvie (77)
GALLIEN Frédérique (69)
GARZON Pierre (94)
GAY Fabien (93)
GEORGES Hugo (59)
GIMENEZ Clara (34)
GOBERT Marie-Jeanne (14)
GOITIA Isabelle (92)
GOMES Barbara (75)
GONCALVES Anthony (13)
GONÇALVÈS Valérie (95)
GOURLOT Gilles (93)
GRASSULLO Christophe (94)
GRÉAUME Michelle (59)
GRELAUD Gladys (29)
GUEGUEN Florent (93)
GUELLAF-ZEROUALI Saïda (57)
GUERINEAU Jean-Michel (18)
GUILLAUD-BATAILLE Fabien (94)
GUINEBERT Matthieu (25)
GWIZDAK Stéphanie (92)
HOUICHI Yacine (59)
JACQUEMART Erwan (59)
JAN Maud (53)

JARRY Karine (77)
JLALJI Brahim (17)
JUMEL Sébastien (76)
KELLNER Karina (93)
KHALLOUK Fatima (94)
KOERNER Elsa (35)
LABORDE Sébastien (33)
LACAZE Pierre (31)
LAINÉ Camille (10)
LAKEHOUL Assan
LALAN Arthur (80)
LATTUADA Cédric (51)
LAYER Marie-Ange (2)
LE DUEY Clémentine (76)
LE MEUR Aurélie (93)
LECACHEUR Aurélien (76)
LECAT Céline (62)
LECOINTE Tristan (94)
LECROQ Emilie (93)
LEDENTU Nicolas (61)
LEFEBVRE Fabienne (94)
LEVI-CYFERMAN Annie (54)
LIARD Amandine (27)
LOMBARDI Ariane (13)
LOZACHMEUR Soizic (59)
MAHE Véronique (44)
MALAISÉ Céline (75)
MALAVAL Gisèle (10)
MALET Natacha (13)
MANATHON Anne (6)
MARCHAIS Olivier (94)
MARGUERON Billy (73)
MARLIN Nicolas (19)
MELLIER Frédéric (33)
MEYER Jean-Pierre (83)
MISSLIN Sarah (94)

MONNET Yannick (3)
MONTANGON Maryse (33)
MOUSSAVIAN-HUPE Leïla (33)
NADESAN Yannick (35)
NEUMAYER Virginie (84)
NKUSU-SAMBILA Barbara (7)
NOTTIN Bruno (45)
ÖZTORUN Özer (94)
ÖZTORUN Denis (94)
PATRICE Laurence (75)
PEN Loïc (60)
PEPELNJAK Willy (38)
PETRON Camille (53)
PEU Stéphane (93)
PHILIPPE Catherine (82)
PICARD Michelle (69)
PICQUET Christian (31)
PIOTRKWOSKI Mathieu (79)
PLAINEAU Nadège (50)
POINTU Laetitia (63)
POLY Hervé (62)
PONCY Claudine (16)
PONTAC Pascal (44)
PURGUETTE Léo (13)
QUERIC Catherine (56)
RAUCH Frédéric (47)
RAUD Léna
RELOT Alexandra (45)
RIO Philippe (91)
RIZZI Séverine (33)
ROGER Benoit (62)
ROUBAUD-QUASHIE Guillaume (92)
ROUX Benoit (69)
RYAN Juliette (93)
SALECROIX Robin (44)
SANCHEZ Marie-Françoise (66)

SEASSAU Aymeric (44)
SENANEDJ Naïma (13)
SILVANI Sylvana (54)
SIMONNET Nathalie (93)
TAMEGA Mohamed (78)
TEJAS Patricia (84)
TEJERIZO Julie (24)
TERNANT Evelyne (25)
TERNANT Muriel (90)
TIBERTI Adrien (75)
TOUPOUSSANT Mackendie (93)
TROTTEIN Karine (59)
TURAN Hülliya (67)
VELLA Stéphanie (69)
VIALARET Jean-Christophe (46)
VILAS Sylvie (11)
VINCENEUX Sylvie (83)
WIRDEN Shirley (75)
YILMAZ Bora (54)
ZAMICHIEI Igor (75) 🇷🇺

**COMMISSION DE MÉDIATION
ET DE RÈGLEMENT DES CONFLITS :**

GOBERT Marie-Jeanne (14), présidente

GUILLOT Aurélien (35)
JARRY Karine (77)
LATTUADA Cédric (51)
MOREL Danièle (75)
PAGANO Alain (49)
TROTTEIN Karine (59)
YILMAZ Bora (54)

Quatrième journée

Le 4^e et dernier jour du congrès de Marseille s'est ouvert sur les derniers débats concernant les statuts.

Le débat qui a animé les congressistes concernait le rôle de *l'Humanité*. Il a porté au-devant de la scène la question de son contenu. Deux visions ressortaient : un journal d'information et un journal relais des activités des communistes. À la fin des discussions l'arbitrage des votes a appelé à tenir les deux bouts. Afin d'avoir un journal ouvert vers l'extérieur et qui pose un traitement spécifique de l'activité des communistes.

Finalement, les statuts ont pu être adoptés à 83 % sous les applaudissements de la salle.

Après ces débats, les communistes ont entendu les conclusions de la commission des mandats. Ainsi, nous pouvons nous féliciter de la répartition paritaire du Congrès. Des efforts restent néanmoins à faire au niveau de la parité des interventions. Ainsi nos décisions, et notamment celle d'une conférence nationale entièrement composée de responsables femmes et élues, devraient répondre à cette ambition.

Lors des discussions autour du Conseil national, les communistes ont pu réellement débattre du rôle de celui-ci. Nous avons pu extraire deux définitions du CN. Celle du parlement qui encourage le débat d'idées et une direction qui a pour but de conduire les déci-

sions prises en congrès. De ces discussions est ressortie l'importance du lien entre les conseiller·e·s nationaux et les fédérations. En effet, nous avons besoin que les travaux du Conseil national infusent au quotidien les débats et l'activité menés dans les fédérations.

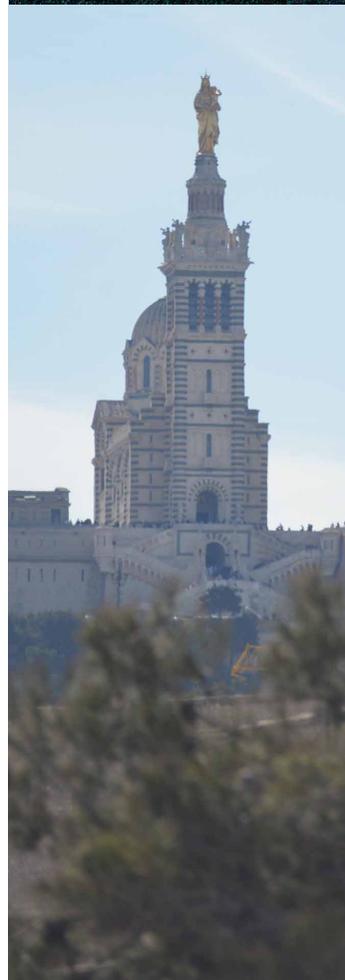
Après le vote du CN et la réélection de Fabien Roussel en tant que secrétaire national à une large majorité, ce congrès s'est terminé par un discours enflammé de celui-ci.

Fabien Roussel a porté dans ses mots un grand message pour l'avenir du PCF. Après 4 jours de débats intenses, les communistes ont tous les outils entre leurs mains pour étendre l'influence du Parti communiste français. Afin de répondre à cette ambition, nous lancerons une grande campagne d'adhésions dans les prochaines semaines. Ne nous arrêtons pas en si bon chemin après les 1 800 adhésions de ce début d'année !

L'Internationale chantée par les congressistes à la fin du discours et pour clôturer ce congrès a porté en son sein un vrai message d'union des communistes.

Dans ses lignes politiques comme dans ses alliances, notre parti semble bien parti sur la route des jours heureux. ✪

Léna Raud



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourrière,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mél : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
PRISE DE VUES, MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE :
Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Rapport de Robin Salecroix et d'Evelyne Ternant

Le rapport de la commission des mandats est l'opportunité pour Evelyne et moi-même de vous faire un retour de quelques indicateurs ayant trait aux profils des délégués au Congrès. Qu'il s'agisse de la parité, de la ventilation par professions, des âges, des lieux de militantisme, chacun de ces éléments que nous allons vous détailler contribuent à la bonne compréhension de ce qui constitue aujourd'hui notre parti, de ces femmes et hommes qui l'enrichissent, en l'occurrence ici ses délégués et donc ses cadres et militants. Pour démarrer, nous avons le plaisir de vous détailler le nombre de nos délégués : Participants délégués avec mandat : 685, auxquels s'ajoutent membres du CN participants, soit au total.

La répartition de notre assemblée par genre : notre congrès accueille cette année 329 femmes et 334 d'hommes, soit une différence de 5 délégués.

Parce que notre parti est aussi celui de la transmission et de l'alliance des générations, nous avons aussi le plaisir de saluer notre plus jeune délégué : Brewen Gravouil a 18 ans, il vient du Morbihan. Et le plus expérimenté d'entre nous tous : Michèle Rayet a 86 ans, elle vient du Vaucluse.

Vous allez le constater dans la suite des indicateurs communiqués : ces éléments attestent d'un renouvellement important de notre organisation, une majorité de participants dont c'est le premier congrès à 53 %, un parti peuplé de femmes et d'hommes engagés et mobilisés à 100 %. Qu'il s'agisse des engagements évidemment politiques, syndicaux, associatifs ou électifs, chacun atteste d'un ancrage important dans nos territoires et les combats des salariés et familles populaires. Ce rapport de la commission des mandats atteste une nouvelle fois d'un Parti qui se renforce, se renouvelle, dont vous constituez la principale richesse, et d'un Congrès où les conditions de la pleine expression démocratique auront été réunies.

L'âge des congressistes

La moyenne d'âge dans le congrès est de 48 ans, avec

une structure par âge très proche de celle de la population française, ni plus jeune, ni plus âgée.

L'activité professionnelle

Pour près des trois quarts, les membres de notre congrès sont en activité, les retraités représentant 26,5 %.

La ventilation par profession : la catégorie la plus nombreuse est celle des cadres, suivie des employé·e·s puis technicien·ne·s, agents de maîtrise, les ouvrières et ouvriers étant représentés à hauteur de 5,7 %. Toutefois, le nombre important de réponses « autre », qui inclut les jeunes en formation, les précaires et sans-emploi, invite à relativiser l'image de la composition sociologique donnée par le graphique. Pour une approche plus fiable, le questionnaire du prochain congrès devra être plus précis et tenir compte de ce biais.

Le secteur d'activité montre une prédominance de la fonction publique, dans ses trois catégories : État, territoriale, hospitalière.

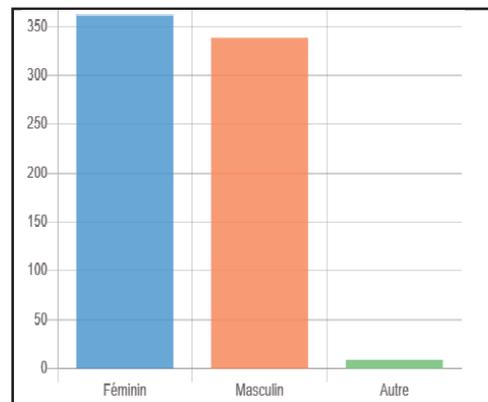
Le niveau d'études est élevé, avec 90 % à bac et plus, l'effectif le plus nombreux étant celui des bac + 5.

Le type de contrat de travail est en relation avec les constats précédents : une édominance de CDI et de statuts de la fonction publique.

Si la structure par âge de notre congrès est conforme à celle de la population française, sa composition sociologique en est différente, avec plus de cadres, plus de fonctionnaires, et plus de diplômés, et un salariat mieux protégé par son contrat de travail.

Le lieu du militantisme La proportion de militants à l'entreprise est d'un peu plus de 13 %, un peu moins dans les établissements d'enseignement, très peu dans les établissements de santé. La plupart des congressistes militent sur leur lieu de résidence, urbain, rural, avec plus d'un quart d'entre eux dans les quartiers populaires.

Les mandats d'élus 30 % des congressistes ont un mandat d'élus.



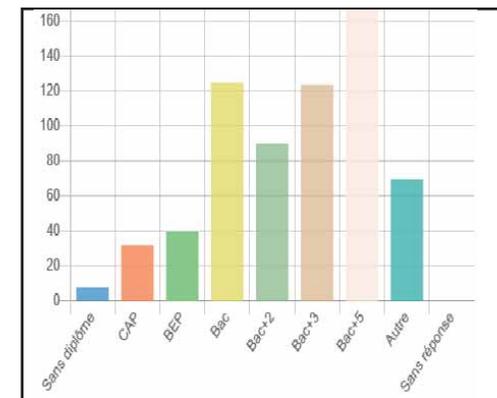
Participation au mouvement syndical et associatif 80 % des congressistes sont adhérents d'un syndicat ou d'une association.

Lecture de *L'Humanité* et de nos revues *L'Humanité* est lue par la très grande majorité des congressistes, près de 80 %, avec environ 200 abonnés de moins que de lecteurs. Un tiers des congressistes ne lit aucune de nos revues, par conséquent les deux tiers en lisent une, deux, trois des du Parti. Là encore, les niveaux d'abonnement sont inférieurs au taux de lecture, d'au moins trois quarts.

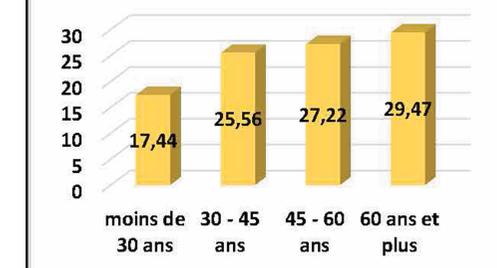
Demande de formation En stage de base ou stage de cadre, la demande de formation concerne environ 250 participants au congrès.

Conclusion

Avec toutes les précautions d'usage qui s'imposent sur le maniement des statistiques, le questionnaire, qui a pu paraître ennuyeux à remplir, apporte des renseignements intéressants sur notre parti. Il donne la mesure de sa vitalité militante, de sa présence dans les institutions avec ses élus, de son immersion profonde dans le mouvement syndical et associatif. Mais il montre aussi les efforts à accomplir pour que les classes popu-



Répartition (en %) par âge des délégués du congrès



lares, les ouvrières et ouvriers, les employé·e·s, les travailleuses et travailleurs précaires dont nous défendons avec conviction les intérêts soient plus nombreux dans notre parti. Le renforcement du Parti dans les entreprises et lieux de travail, un des enjeux majeurs de notre congrès, demande lui aussi des efforts importants, compte tenu de l'état actuel des lieux de militantisme. Enfin, si la lecture de *L'Humanité* et de nos revues est significative, elle n'est pas associée à hauteur à l'abonnement et au soutien financier qui va avec. La formation, là aussi enjeu majeur du Congrès, rencontre une forte demande de la part des participants. En effet, plus que jamais, la réflexion et l'action politiques pour un chemin révolutionnaire ont besoin de se nourrir de connaissances théoriques fondamentales. ✪

Nombre de délégués pouvant participer : 710

Nombre de délégués effectivement participants : 685 (+ 51 membres du CN) = 736

Nombre de femmes : 329, soit 49,47 %

Nombre d'hommes : 334, soit 50,23 %

Camarade le plus jeune : Brewen Gravouil, du Morbihan, 18 ans

Camarade le plus ancien : Michèle Rayet, du Vaucluse, 86 ans

Adhésion la plus récente : Anatole Lalan, de l'Aisne, moins d'un an

Adhésion la plus ancienne : Michèle Rayet, 65 ans d'adhésion

Moyenne d'âge : 48 ans

Médiane : 50 ans

Moins de 30 ans : 116, soit 17,44 %

30-45 ans : 170, soit 25,56 %

45-60 ans : 181, soit 27,22 %

60 ans et plus : 196, soit 29,47 %

Délégué(s) avec le nombre maximum de congrès et le nombre dont c'est le premier : 355 premiers congressistes, soit 53,38 % / 308 ayant déjà participé, soit 46,32 . Michèle Perrot, 1^{er} congrès en 1972

Nombre et proportion de militants à l'entreprise (un des enjeux majeurs de notre congrès) : 88 délégué-e-s, soit 13,23 %

Nombre et proportion de camarades engagés associatifs et syndicalistes : 534 délégué-e-s, soit 80,30 %

Les freins principaux à la mobilisation (un enseignement clef pour faciliter l'engagement de chacun) : seulement 71 camarades (soit 10,68 %), dont 41 (6,17 %) pour raisons professionnelles (manque de temps, possibilité de sanctions ...)

Nombre et proportion d'élus : 200, soit 30,08 %

Nombre et proportion de camarades souhaitant s'engager dans un processus de stage, formation :

Stage de base : 234, soit 35,14 %

Stage cadres : 248, soit 37,29 %

287 camarades ont déjà suivi un stage de base, soit 43,16 %

152 camarades ont déjà suivi un stage cadres, soit 22,86 %

Profils professionnels (proportion retraités et ventilation par profession) :

Retraité-e-s : 176, soit 26,47 %

Ventilation par profession : majorité de cadres, suivi d'employé-e-s, puis technicien·nes, agents de maîtrise (voir tableau Excel et graphique).

Ouvrier·e qualifié·e : 29, soit 4,36 %

Ouvrier·e non qualifié : 9, soit 1,35 %

Nombre et proportion de lecteurs de nos journaux et revues :

L'Humanité : 532, soit 80 %. Abonné.e.s : 316, soit 47,52 %

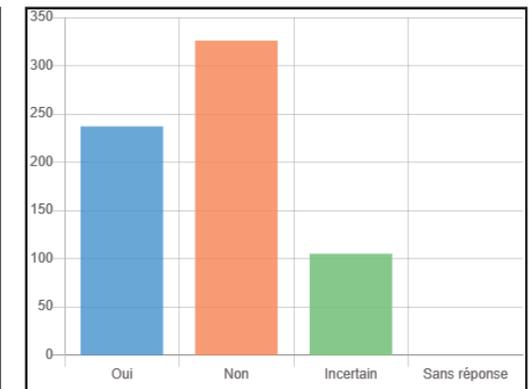
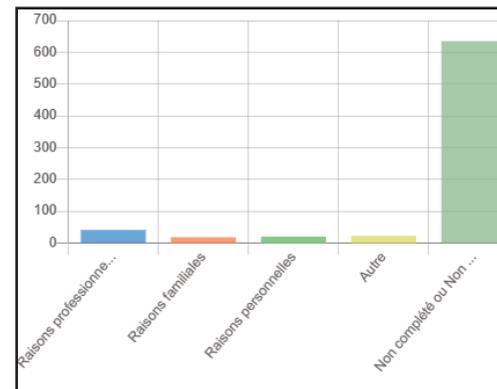
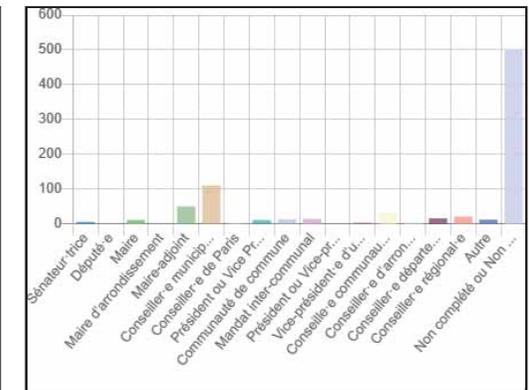
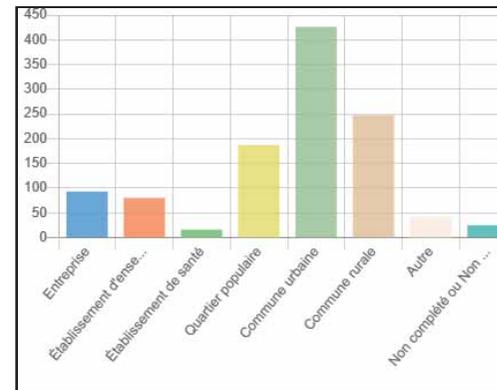
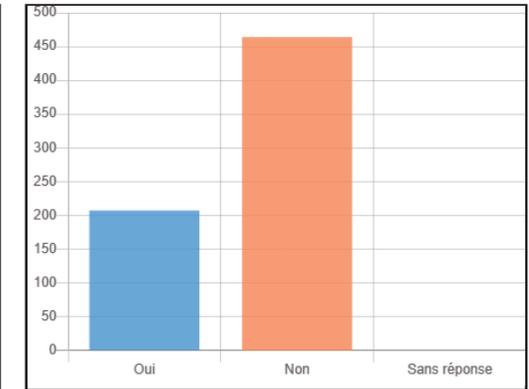
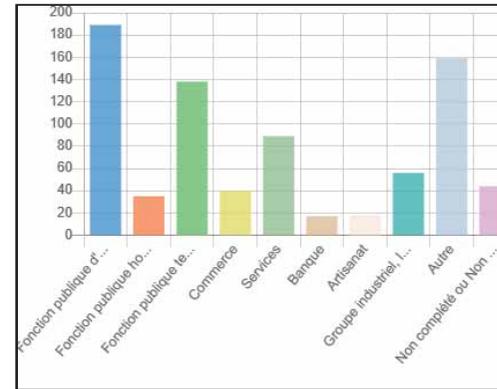
L'Humanité Magazine : 406, soit 61,05 %. Abonné.e.s : 280, soit 42,11 %

La Marseillaise : 75, soit 11,28 %. Abonné.e.s : 37, soit 5,56 %

Cause Commune : 258, 38,80 %. Abonné.e.s : 78, soit 11,73 %

Progressistes : 194, soit 29,17 %. Abonné.e.s : 33, soit 4,96 %

Économie & Politique : 152, soit 22,86 %. Abonné.e.s : 45, soit 6,77 %



Intervention d'Hélène Bidard sur l'égalité femmes-hommes

Camarades, bonjour à toutes et tous,

Merci d'abord et bravo à la directrice de la communication Julia Castanier pour son excellent travail pour la réalisation des clips lors de ce congrès.

Je veux commencer par partager avec vous un salut, pour toutes les communistes, les femmes, militantes, salariés, qui cumulent les triples journées.

Car s'il est vrai qu'il y a quelques progrès générationnels, le partage des tâches domestiques, la charge mentale, la garde des enfants et les liens avec les personnes âgées incombent encore à plus de 85 % aux femmes. Non parce qu'elles sont nées femmes et auraient des qualités naturelles différentes, mais parce que la société nous socialise encore, toutes et tous, à l'aune du patriarcat.

Ainsi, nous les femmes, nous cumulons les triples journées et nous trouvons néanmoins encore la force, le courage et les ressources pour militer et ainsi faire vivre la démocratie.

Alors je veux que nous saluons et applaudissions, toutes et tous, les femmes militantes.

Je veux affirmer également notre sororité intergénérationnelle.

« Il suffira d'une crise », disait Simone de Beauvoir. Et en matière d'égalité professionnelle, les politiques d'austérités capitalistes ont fait reculer encore l'égalité femmes-hommes, tant en matière de salaire que d'évolution professionnelle et donc en matière de retraites. Car vous connaissez les chiffres, les femmes ont des retraites inférieures de 40 % à celles des hommes. Et ça ne va que s'empirer si la réforme passe. Le taux plein ne sera qu'un phare jamais atteint pour nous toutes. Alors battons-nous jusqu'au retrait aussi pour ça.

Mais grâce aux luttes féministes, partout les droits des femmes progressent : les femmes iraniennes en luttes, les Afghanes, les Kurdes, toutes nous mon-



trent - comme le mouvement #metoo - l'universalisme des luttes contre les violences et le patriarcat. Le féminisme déborde sans cesse son objet en entraînant, au-delà de la volonté d'émancipation des femmes, l'émancipation de toutes et tous. Juste un peu de mémoire :

Il n'y a que 58 ans, les femmes ne pouvaient pas exercer de profession sans l'accord de leur mari.

Il n'y a que 48 ans, les femmes ne pouvaient pas demander le divorce.

Il n'y a que 43 ans, dans la loi le viol n'était pas un crime

Il n'y a que 36 ans, les femmes n'avaient pas l'autorité parentale sur leurs enfants.

Il n'y a que 31 ans, la loi ne pénalisait pas les violences conjugales

Il n'y a que 17 ans, le mariage des filles mineures - de 15 ans - n'était pas pénalisé

Alors, aux camarades femmes qui ont lutté dans ces conditions pour le droit à l'IVG comme la contraception, pour tous les droits conquis, je veux vous dire un grand merci.

Beaucoup a été fait mais il reste encore beaucoup à

faire dans la société et nous partageons collectivement cette analyse : main dans la main, le patriarcat et le capitalisme tirent profit de la dévalorisation des femmes et de leur travail.

C'est l'organisation tout entière de notre société qui est basée sur ces deux dominations. Et donc, remettre ce système en question, c'est un potentiel profond et révolutionnaire.

Et nous, dans notre organisation, que faisons-nous ? Beaucoup a été fait mais nous devons faire plus et prendre la rampe de lancement du mouvement féministe historique que nous avons la chance de vivre.

Si vous en décidez ainsi, demain le PCF, dans ses statuts, sera un parti féministe. Et je vous dis ma fierté d'ores et déjà pour tout le travail accompli à ce congrès.

Mes camarades, il n'y a que 22 ans, il y avait autant de femmes élues dans les collectivités et au Parlement qu'en 1945. Il a fallu la loi contraignante sur la parité.

Et depuis, quelle efficacité ! Des femmes sont maires, elles sont dans tous les exécutifs, de tous les scrutins de liste. Les partis se transforment, et d'ailleurs cela a un effet entraînant pour toute la société. Quel bonheur pour les féministes de voir une femme féministe elle aussi, qui une semaine avant organisait « l'intersyndicale des femmes ». Eh bien cette femme devient secrétaire générale d'un syndicat, la CGT, c'est Sophie Binet.

Un dernier mot sur la parité. Comment la voyons-nous ? Pourquoi c'est important ? Pas pour la simple question numérique, parce que les femmes sont majoritaires dans la société, mais bien parce que toutes les femmes ont en commun un vécu, une socialisation de minoritaires, de personnes dévalorisées, de personnes très souvent victimes de violences. Lorsqu'en plus elles sont féministes, elles ont conscience du caractère systémique de cette dévalorisation et elles ne sont jamais, quand elles sont

élues, des hommes politiques comme les autres. Or, aujourd'hui, en politique nous assistons à un triste spectacle, celui de la valorisation de la domination, de la prédation, et cela a des conséquences du point de vue de la norme. La parité ça n'est pas une réforme de comptable catégorielle. Pour nous, féministes communistes, féministes lutte des classes, c'est l'utopie d'une autre citoyenneté, d'une transformation réelle du pouvoir. Elle s'accompagne nécessairement du non cumul, de la proportionnelle, d'un statut protecteur.

Vous l'aurez compris, je pense, que du féminisme pourrait bien émerger un état social !

Alors, camarades bravo pour tout ce que vous avez déjà engagé, et encore une fois des paroles aux actes !

Vive le Parti communiste ! ✪



Mot d'accueil de la CGT par Aymeric Seassau

Nous le disons depuis deux jours, le mouvement social que nous vivons est sans précédent par sa nature, par sa forme. Et il est en train de changer la donne politique et sociale.

Emmanuel Macron peut bien essayer de fermer le banc sur l'écran de nos télévisions, d'invoquer le 49.3, d'envoyer son ministre de l'Intérieur aller de tentatives d'intimidation en répression policière, rien n'y fait.

Après le puissant mouvement sur les salaires, ce sont les forces syndicales qui marquent leur rythme et imposent la question sociale dans le débat d'idée. Quand une idée s'empare des masses, elle devient une puissante force, une force matérielle, disait Marx. Et cette bataille des retraites, nous allons la gagner. J'aimerais que nous rendions hommage à celles et ceux qui organisent la mobilisation dans l'action. Ils se privent de jours de salaires dans la grève. Ils concentrent dans leurs mains les espoirs de changement. Il faut que nous leur apportions notre soutien, notre solidarité, elle est totale, aux travailleuses et travailleurs en lutte. Ils sont ouvriers, infirmiers, enseignants, raffineurs, cheminots, travailleurs portuaires, énergéticiens... Et avec elles et eux, nous allons gagner !

Ils peuvent envoyer les lacrymogènes en ciblant le carré de fête dans nos manifestations, les manifestations ne désemplassent pas !

Ils peuvent déloger dans la honte, la nuit, les dockers qui occupent leur outil de travail, usant d'un droit constitutionnel, ils reviendront 48 h plus tard ! C'est ce qu'ils ont fait.

Ils peuvent réquisitionner les raffineurs, comme c'était le cas à Donges, d'incidents techniques en mobilisations, la raffinerie est toujours à l'arrêt.

Ils peuvent emmener les énergéticiens au tribunal, la mobilisation est chez eux, il faut le dire, historique.

Alors faisons le constat ensemble, Darmanin, écoutez-nous, vous n'avez pas assez de policiers pour réprimer le pays tout entier qui se lève aux côtés des travailleurs et des travailleuses en lutte.

Et je le dis aussi, en notre nom à tous, nous n'accep-



terons jamais qu'un président de la République salisse en notre nom la démocratie sociale en parlant de factions et de factieux !

Parce que ce sont les travailleurs en lutte qui défendent la République ; ils défendent la démocratie sociale ; ils défendent le pacte social républicain ; ils défendent la Constitution de la République en usant de leur droit de grève.

Un dernier mot. Il y a eu la semaine dernière un autre congrès important, celui d'une confédération syndicale de premier rang, la CGT. Nous avons suivi leurs débats avec attention comme ils suivent les nôtres aujourd'hui. Ce que je peux vous dire, c'est que le



pouvoir Macron attendait beaucoup des divisions de la CGT. Il n'en a rien été, ils sont unis, ils sont rassemblés.

Je vous demande de réserver le meilleur accueil à quelqu'un qui n'est pas ici un inconnu, Laurent Brun, qui représente officiellement la CGT. Il en est devenu

l'administrateur. Bravo à lui. Et parmi les nouveaux visages de l'intersyndicale, il y a la nouvelle secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, qui a tenu à nous adresser un message. Bravo à elle ! On l'écoute. 🗣️

Construisons un nouveau front populaire, pour une France libre, heureuse et forte !

Motion adoptée par le 39^e Congrès du PCF

Réuni-e-s à l'occasion de leur 39^e Congrès, les communistes réaffirment leur soutien à l'intersyndicale et appellent à participer aux prochaines mobilisations. Ils saluent les millions d'hommes, de femmes, de jeunes réunis dans les grèves, les manifestations, les actions de blocage.

Ils appellent le Président de la République à entendre enfin ce qu'exprime notre peuple : l'exigence du retrait de la réforme des retraites.

Ils et elles entendent, plus que jamais, faire reculer ce gouvernement, à travers leur engagement pour le retrait du projet comme par la construction du référendum d'initiative partagée proposé par les parlementaires communistes et soutenu par 252 sénateurs, sénatrices et député-e-s.

Ils et elles affirment qu'il est possible d'assurer une bonne retraite à toutes et tous par un droit à la retraite à 60 ans avec une pension à taux plein garantie pour une carrière complète. Pour y parvenir, nous proposons de créer une cotisation sur les revenus financiers des entreprises et moduler à la hausse le taux de cotisations sociales patronales pour les entreprises qui taillent dans l'emploi, la masse salariale.

Nous ne lâcherons rien !

La France vit à l'heure d'une bataille historique entre le travail et le capital.

Le rejet de cette réforme par l'immense majorité du monde du travail s'ancre dans une réalité : le travail ne paye plus et l'inflation fait rage alors même que les profits s'envolent, l'exploitation autant que la perte de sens du travail grandissent avec l'obsession de la rentabilité du capital.

La légitimité du mouvement social, celle de l'intersyndicale, des millions de grévistes et manifestant-e-s, et celle du Parlement n'a cessé d'être bafouée, comme en témoigne le traitement de la réforme des retraites dans le cadre du PLFF5R et le recours au 49-3.

Pour satisfaire les exigences austéritaires de la finance et de la Commission européenne, les dirigeant-e-s au pouvoir se comportent en casseurs de la République, de ses principes d'égalité et de solidarité. Ils et elles sont prêt-e-s à précipiter la nation dans le chaos et la violence, n'hésitant pas à multiplier provocations verbales et menées répressives à l'encontre de celles et ceux qui se dressent pourtant avec calme et dignité contre l'allongement de l'âge du départ à la retraite.

Il faut les arrêter !

Dans la rue, par les manifestations pacifiques, la grève, en recourant aux urnes, notre peuple peut et doit gagner, parce qu'il est le nombre et la justice !

Forces de gauche et de progrès, forces syndicales, acteur-ric-e-s des mouvements social, associatif, culturel, économistes et intellectuel-le-s, forces vives de la nation attachées à la justice sociale et aux valeurs universelles de notre République, nous avons chacun et chacune une responsabilité déterminante dans le respect de nos différences : travailler ensemble à offrir un chemin d'espoir et de progrès permettant de sortir la France des griffes de la finance.

Cette majorité sociale doit devenir la majorité politique de la France.

C'est en ce sens que notre 39^e Congrès lance un appel solennel à tou-te-s les Français-es, à la jeunesse : construisons ensemble un nouveau Front populaire.

Duvrier-ères, paysan-nes, étudiant-es, métallos, ingénieur-es, enseignant-es, aide-soignant-es et infirmier-ères, agents des services publics, employé-es du secteur des services, cadres, saisonnier-es, salarié-es et privé-es d'emploi du pays, vous qui êtes la vraie richesse de la nation, votre intervention est indispensable pour construire une France du travail et du progrès social, une France libérée de la finance garantissant à toutes et tous l'égalité sociale et réelle.

Soyons à la hauteur de ce qui a provoqué le soulèvement de notre peuple : le besoin d'une véritable révolution du travail qui respecte l'être humain et la planète ; le respect de la démocratie avec l'avènement d'une République, sociale, démocratique, laïque, écologiste, universaliste et féministe ; la reconquête de notre souveraineté dans tous les domaines correspondant aux urgences énergétique, alimentaire ou industrielle du moment.

Toutes et tous ensemble, construisons un nouveau front populaire pour de nouveaux Jours heureux, un pacte pour le redressement social et démocratique pour une France du travail et du progrès social, une France libre, heureuse et forte, construisons une majorité populaire et un gouvernement qui feront de notre diversité une force, conduiront une politique respectueuse de la démocratie sociale, et s'appuieront sur une coopération de tous les instants avec les organisations syndicales.

Ensemble, avec une République porteuse de justice, d'égalité sociale, de solidarité internationale et de paix, ouvrons le chemin de nouveaux Jours heureux ! ✊



Discours de clôture de Fabien Roussel

Chers amis et camarades, permettez-moi d'abord de renouveler toute notre solidarité, toute notre amitié aux Marseillais frappés par ce drame terrible. Nous sommes totalement aux côtés de la municipalité qui a besoin d'être soutenue face à cette épreuve.

Cela fait des semaines, des mois que les 42 000 adhérentes et adhérents du Parti communiste échangent dans la proximité de nos organisations, dans les entreprises, dans les villages, dans les quartiers, dans nos fédérations, tout en participant à un mouvement social historique.

Ce que nous venons de faire, c'est la démocratie en laquelle nous croyons. Ni dieu, ni César, ni tribun, mais la force du commun !

Les choix que nous avons faits ce week-end sont des choix collectifs. Avec des directions renouvelées, rajeunies, féminisées pour notre organisation ; et avec un projet partagé, ambitieux pour la France. Vous m'avez renouvelé votre confiance comme Secrétaire national : je voudrais vous dire l'honneur que cela représente pour moi. J'aspire à être digne de la confiance que vous me portez. Et vous pouvez compter sur moi, sur la future direction que vous venez d'élire pour faire respecter les choix que nous prenons ensemble !

Depuis trois mois, la France se lève, se rassemble, s'unit contre une des réformes les plus dures que le monde du travail ait subies avec la retraite à 64 ans. Et c'est toute la France du travail, le cœur battant du pays qui dit non, unie, pacifique, solidaire.

Saluons ici ces salariés que toute la France a glorifiés pendant la pandémie et qui sont si mal remerciés par ce président. Gloire aux éboueurs aux ripeurs, que Macron remercie de leurs efforts en leur imposant honteusement deux années de travail supplémentaires. Souvenez-vous de ce que disait Jacques Prévert : « Quand les éboueurs font grève, les ordures s'indignent. »

Regardez-les, écoutez-les, écoutez ceux qui nous gouvernent, qui vivent dans les salons dorés de leur ministère. Ils ne tiendraient pas deux heures derrière une benne et ils leur font la leçon. L'autre jour, j'entendais parler de la « grève des poubelles ». Comme si c'était les poubelles qui étaient en grève ! Non, ce sont les éboueurs, ce sont des êtres humains, vivants, qui revendiquent de partir en retraite vivants !

Gloire à cette France du travail, la plus belle que nous ayons. Quand elle se met à l'arrêt, c'est toute la France qui est à l'arrêt. Car ce sont eux, les travailleurs, qui produisent les richesses de la France. Car ce sont eux qui font la valeur de la France.

Que Bernard Arnault et François Pinault se mettent en grève, ça ne changerait rien à la marche du pays ! Je leur lance le défi : mettez-vous à l'arrêt pendant 15 jours, pour voir. Peut-être même que ça irait



mieux !

Oui, la lutte des classes existe, et ce sont eux, la classe des riches, qui la mènent avec brutalité.

La classe des riches sait se défendre et elle nous fait mal. C'est elle qui impose cette réforme des retraites. C'est elle qui veut toujours nous faire travailler plus longtemps, plus durement. Et quand nous résistons, ils veulent nous faire taire avec Macron à leur tête !

C'est lui qui veut bâillonner les députés en les privant du droit de voter. C'est lui, avec son ministre Darmanin, qui veut discréditer les manifestants en les faisant passer pour des violents, qui réquisitionne les salariés et brise la grève, qui veut faire taire les élus locaux engagés dans le mouvement social.

Nous ne les laisserons pas faire car nous avons choisi notre camp.

Nous au pouvoir, nous respecterons les Français, nous respecterons le monde du travail, nous respecterons les syndicats, nous respecterons les élus et le Parlement et nous supprimerons même le 49-3 de la Consti-

tution. Nous respecterons tout simplement la démocratie.

C'est pourquoi nous demandons au Président de la République : **Respectez les Français et retirez votre réforme ; c'est la seule chose de bonne que vous ferez !**

Et si cela vous fait trop mal de faire du bien, **donnez au moins la parole au peuple, donnez-nous la parole et laissez-nous décider de ce que nous voulons pour nous et pour nos enfants !**

Nous ferons tout pour obtenir ce référendum, en allant chercher ces 4,8 millions de signatures comme le propose RIP inscrit dans la Constitution. Et nous organiserons le plus grand et le plus beau débat populaire et démocratique que la France ait connu depuis le référendum de 2005 sur la Constitution européenne !

Et j'ai confiance. Car même si nous n'avons pas encore gagné, le président Macron, lui, a déjà perdu. Il a perdu les Français, les syndicats, l'opinion.

S'il a perdu, je ne crois pas pour autant que c'est le projet de l'extrême

droite qui est majoritaire dans le pays.

Et c'est là une contradiction qui existe dans le pays. L'extrême droite serait aux portes du pouvoir. Pourtant, ses idées ne sont pas majoritaires aujourd'hui. Car l'extrême droite ne propose rien d'autre que la fin des cotisations sociales sur les salaires et donc la fin de la Sécurité sociale. Les Français ne veulent pas la fin de la Sécu ! Au contraire, ils en veulent plus !

L'extrême droite veut la retraite après 42 annuités de travail, sans garantir un montant de pension décent. Est-ce cela que veulent les Français ? Non, ils veulent partir plus tôt, avec une pension permettant de vivre ! Et pour financer sa réforme, l'extrême droite propose aux femmes de faire des enfants ! Quel projet ! Vous voilà mesdames réduites à des utérus ! « Travail famille patrie », la France de Pétain est de retour ! Est-ce cela que nous avons entendu dans les cortèges ? Non, les femmes veulent plus de respect, de salaire et d'égalité !

L'extrême droite est la meilleure alliée du capital, la pire ennemie des femmes, des syndicats !

C'est pourquoi nous devons construire une alternative de progrès, ouvrir un chemin pour battre l'extrême droite et répondre aux attentes des Français.

Nous voulons construire une majorité capable de l'emporter, capable de battre l'extrême droite qui menace.

Proposons aux Français de sceller un pacte avec eux, de sceller une union autour du projet le plus ambitieux pour notre pays.

Notre proposition, c'est de construire un nouveau Front populaire pour bâtir ensemble une France libre, forte et heureuse !

Une France libre

Une France libérée de l'emprise du capital et des prédateurs qui en ont fait leur terrain de jeu.

Une France libérée de la corruption et des trafics de toutes sortes, que ce soient les trafics d'armes, de drogue et d'êtres humains.

Une France libérée de la finance et de la fraude fiscale qui l'accompagne et qui prive notre pays de dizaines de milliards d'euros par an.

Notre pacte pour une France libre, c'est d'abord de reprendre le pouvoir sur l'argent, sur nos richesses, sur notre outil de travail !

C'est le choix de la démocratie face au pouvoir sans limite des marchés, des banques françaises et européennes.

Nous proposons de nationaliser le secteur bancaire et d'offrir aux Français, aux entreprises, un pôle public bancaire soutenant les investissements, la transition écologique, les créations d'emplois.

Car nous voulons des banques publiques pour que notre argent serve à investir et à préparer l'avenir de notre pays !

Une France libre, c'est aussi une France capable de faire entendre sa voix en Europe contre ces traités économiques européens qui nous font tant de mal.

Nous avons une entreprise publique, qui disposait d'un monopole et qui

fournissait aux Français l'énergie la moins chère d'Europe. Ils ont tout mis en concurrence, tout passé à la moulinette de la libéralisation. Et nous n'avons jamais payé notre énergie aussi chère qu'aujourd'hui. Et cela risque encore de s'aggraver avec la suppression, au 1^{er} juillet, des tarifs régulés du gaz. Une suppression imposée par l'Union européenne que nous combattons !

Quand ils sont aux commandes, ils transforment l'or en plomb et les carrosses en citrouilles.

Halte à cette Europe libérale qui défigure la France comme tant d'autres pays européens !

Il est temps de promouvoir de nouveaux traités européens, respectant le choix de chaque nation, faisant la promotion de la coopération, le respect des salariés, de la planète, des services publics, plutôt que les règles mortifères de la concurrence libre et non faussée !

Regardez l'Espagne, l'Irlande, la Grèce. Les forces progressistes où les partis communistes de ces pays préparent la victoire !

En France aussi !

Le PCF devra défendre ce projet d'une Europe de la paix et du progrès social, une Europe qui respecte la souveraineté des peuples lors des prochaines élections européennes.

Une France libre, c'est une France qui porte partout la voix de la paix, qui privilégie la diplomatie plutôt que l'escalade guerrière.

Les familles, les enfants, les travailleurs sont les premières victimes des guerres, des tensions internationales et des sanctions économiques. Sortons de ces logiques qui ne servent que les marchands d'armes et font taire toutes les revendications sociales. Elles n'ont d'ailleurs pas empêché, au contraire, la guerre de se répandre jusqu'à tonner aux portes de l'Europe.

L'horreur est là, avec son cortège de crimes, de morts, de destructions. La France se tient aux côtés des Ukrainiens, victimes de Poutine, avec comme premier horizon, la paix. Et la condition de la paix, ce sont le dialogue et les règles communes pour éviter toutes sources de conflits.

Voilà tout ce qui a manqué pour éviter cette guerre.

Il est urgent que la France prenne des initiatives diplomatiques, partout dans le monde, pour ouvrir la voie à un cessez-le-feu et à des négociations.

Et nous le rappelons : il ne doit pas y avoir deux poids deux mesures en matière de respect du droit international !

Nous voulons une France qui exigera le respect de toutes les résolutions de l'ONU qui dénonce la colonisation des territoires palestiniens.

Nous serons aussi aux côtés des peuples d'Amérique latine qui, les uns après les autres, retrouvent leur liberté et le chemin de la justice sociale en s'émancipant de la tutelle américaine.

Et nous voulons justement que ce chemin s'ouvre jusqu'à Cuba qui subit le blocus le plus long et le plus dur de notre histoire contemporaine.

Qu'est-ce qui justifie une telle haine, un tel déchaînement de mesures de la part des Américains qui portent atteinte à la souveraineté d'un pays ?

Nous lancerons une grande campagne de solidarité envers le peuple cubain et nous demanderons à la France de tout mettre en œuvre pour faire respecter les résolutions prises à la quasi-unanimité par l'ONU, contre ce blocus insupportable ! Viva Cuba libre !

Une France libre, c'est une France qui retrouve sa souveraineté en matière de politique internationale et s'émancipe de l'Otan et des États-Unis, pour ne pas être engagée dans des conflits qui n'ont pas lieu d'être. Retrouvons notre indépendance en matière de politique étrangère pour



que la voix de la France soit mise au service du dialogue, des coopérations et de la sécurité collective.

Oui, je veux une France libre. Et je veux une France forte aussi, une France forte et souveraine car c'est la condition de notre liberté.

Oui, une France forte pour tourner la page de ces années de déclin et d'affaiblissement. Ils ont mis la France sur le Bon Coin, ils ont signé des traités de libre-échange à tours de bras, ils ont transformé nos frontières en passoires et ouvert la France aux quatre vents, et ils reviennent la bouche en cœur en nous parlant de souveraineté. Ils ont laissé filer nos usines, notre industrie, et ils viennent nous parler de souveraineté. On a vu ce qu'il en était de la souveraineté de la France sous leurs pouvoirs. On l'a vu pendant la pandémie. Incapables de produire des masques, incapables de produire des tests, incapables de produire un vaccin.

Plus jamais cette humiliation ! Nous n'avons pas attendu d'être en 2023 pour défendre le « Produire français ». Et nous le disons encore avec force aujourd'hui.

Notre pacte pour une France forte et souveraine, c'est d'abord un pacte industriel avec un engagement : il n'y aura plus un euro d'argent public, plus une seule exonération de cotisation sociale ou d'impôt pour une entreprise qui délocalise, qui licencie, qui précarise ! **Avec nous, l'État sera au service des travailleurs. Pas au service de la finance.**

Les 160 milliards d'euros d'argent public versés tous les ans aux entreprises par an seront tous conditionnés à la création d'emplois, à la relocalisation de l'activité industrielle, à des objectifs environnementaux. Quand ce gouvernement annonce la relocalisation de telle activité industrielle, il oublie de dire que l'industrie automobile a réduit de 2 millions la production annuelle de véhicules en France car elle les délocalise en Europe et en Chine.

Eh bien nous, nous participerons au conseil d'administration de ces grands groupes et nous planifions une stratégie industrielle permettant à la France de retrouver le million d'emplois industriels perdu ces 20 dernières années.

Oui, je le dis avec force aux Français, aux jeunes qui nous écoutent, nous voulons former et embaucher autant de chercheurs et d'ingénieurs que des sou-

deurs, des mécanos, des électriciens, des chaudronniers, des conducteurs de machines qui sont de beaux et nobles métiers, métiers autant ouverts aux femmes qu'aux hommes, et nous en avons besoin !

Nous lancerons un vaste plan de formation avec nos enseignants, nos lycées professionnels, en garantissant un bac pro en 4 ans, l'accès au BTS et aux formations d'ingénieurs pour celles et ceux qui le choisiront. L'avenir de la France, c'est son industrie, c'est la formation et l'Éducation nationale au service de cette jeunesse qui choisira demain de s'y investir avec confiance !

Oui, notre pacte pour la France, c'est d'abord de remettre au cœur de notre projet le travail, le salaire, la dignité au travail ! C'est ça la richesse de la France !

La reconquête industrielle de notre pays, la relance de nos services publics passera aussi par **la reconquête de notre souveraineté énergétique qu'elle n'aurait jamais dû perdre.** Notre pacte pour la France du travail est indéfectiblement lié à son pacte énergétique.

La France forte, c'est celle qui sortira du marché européen de l'énergie et reconstruira son indépendance énergétique en s'appuyant sur un mix énergétique fait de renouvelable et de nucléaire, car c'est bon pour le climat, bon pour le pouvoir d'achat et bon pour nos entreprises !

Avec une entreprise publique de l'énergie, un EPIC réunissant EDF et Engie nationalisés, nous garantirons l'électricité la moins chère d'Europe aux Français et aux entreprises, mais aussi la plus décarbonée. Quel avantage compétitif incroyable : ces barrages



hydrauliques, ces centrales nucléaires sont des biens précieux qui appartiennent à la nation.

Nous ne les céderons jamais au privé. Tout comme la production électrique qui doit échapper à toute spéculation, et servir les intérêts de la Nation, à des tarifs correspondants au coût de production et de transport.

Voilà ce que c'est que la réappropriation de nos outils de production ! Voilà ce que c'est une politique industrielle au service de la République et de tous ses enfants !

Une France forte, c'est celle qui défend sa souveraineté alimentaire. C'est une bombe sociale qui s'abat en ce moment sur les Français, avec l'explosion des prix de l'alimentation.

Oui, nous avons eu raison de défendre le droit à une

alimentation de qualité, le droit pour chacun de manger bien, sain et à sa faim.

Nous voulons une France qui permet à ses paysans, à ses pêcheurs de vivre dignement de leur travail et qui les protège de la concurrence déloyale organisée par les traités de libre-échange !

Et j'en profite pour dire à ceux qui passent leur temps à les critiquer, qu'ils rendent à notre pays un bien mauvais service. Ils ne doivent pas être montrés du doigt et punis, mais accompagnés pour prendre toute leur part à la transition écologique !

Une France libre, une France forte et enfin une France heureuse !

Car le bonheur est toujours une idée neuve. Le bonheur pour en finir avec ces décennies de sinistrose et de marasme. Avec Macron, c'est « bonjour tristesse » tous les matins et soupe à la grimace le soir. Il a transformé le bonheur en privilège.

Je veux le bonheur partagé par le plus grand nombre, car il ne vaut vraiment qu'à la condition d'être partagé par tous !

Et la France heureuse que je veux bâtir, c'est d'abord une France qui reconnaît la valeur de ceux qui font la France. De ceux qui travaillent et qui produisent les richesses de la France.

Assez de ces discours creux qui vantent la valeur travail et ne reconnaissent jamais la valeur du travail. Et la reconnaissance, ça commence par une bonne feuille de paie, sans qu'ils aient besoin d'aller



chercher une prime d'activité à la CAF.

Oui, une France heureuse, c'est une France du travail, du travail pour tous et du travail justement rémunéré. Notre horizon collectif ne peut plus être celui des minima sociaux, d'une vie au rabais, de la pauvreté à vie imposée par le capitalisme.

Oui, nous voulons sortir la France du chômage et de la précarité généralisée et reconstruire une France du travail et des bons salaires !

Comment la gauche a-t-elle pu perdre cette boussole ?

C'est pourquoi nous garantirons un Smic minimum à 2 000 euros brut et une réévaluation de toutes les grilles salariales tenant compte de l'inflation, avec une conférence salariale réunissant les organisations syndicales et patronales.

Nous construirons un nouveau service public de l'emploi visant à sécuriser les parcours professionnels, permettant à chaque jeune, chaque salarié de bénéficier tout au long de sa vie d'un salaire, d'un emploi ou d'une formation. Nous voulons ainsi révolutionner le travail et mobiliser tous les moyens en ce sens.

Une France du travail, c'est aussi celle qui reconnaît le droit au repos après une vie de travail.

C'est pourquoi nous devons être clairs auprès des Français qui nous interrogent : **Oui, la gauche doit se fixer l'ambition de rétablir la retraite à 60 ans**

pour toutes et tous, avec une pension garantie !

Nous l'avons fait, il y a 40 ans. Nous pouvons le faire aujourd'hui car nous produisons 4 fois plus de richesses qu'alors !

Une France heureuse, c'est aussi une France de l'égalité.

L'égalité au travail mais pas seulement. L'égalité face à toutes les dominations, qui font tant de mal à beaucoup de nos concitoyens.

L'égalité entre êtres humains, quels que soient notre couleur de peau, notre religion, notre genre, notre origine ! Où est la France des Lumières et celle de 1789 qui a écrit que tous les citoyens naissent libres et égaux en droit ?

C'est cela l'universalisme que nous défendons et qui refuse de distinguer, de différencier un être humain en fonction de sa couleur de peau, de sa religion, de son genre.

Cette égalité doit garantir à chacun de nos jeunes les mêmes droits à un travail, à un logement, à une formation, à la mobilité.

Il n'y a pas de place au racisme, à l'antisémitisme, à l'homophobie dans notre République.

Et je le redis ici : **les auteurs de propos discriminatoires n'ont pas de place non plus dans les assemblées électives. Ils doivent être inéligibles et déchus de leur mandat !**



L'égalité en République, c'est aussi de permettre à chacun d'avoir accès à un médecin, à un hôpital, aux soins ; d'avoir accès à une école et à des enseignants, à une université et aux formations, d'avoir accès à un logement de qualité. C'est aussi d'avoir accès à l'énergie et à l'eau, sans qu'elle soit polluée !

C'est aussi, partout, d'avoir droit à la tranquillité publique, à la sécurité, pour les femmes et les jeunes filles aujourd'hui victimes de violences sexistes, comme pour nos enfants qui ne peuvent plus grandir dans des quartiers ravagés par les trafics de drogue ! Ne laissons pas les dealers prendre le pouvoir dans nos villes !

Demain, notre gouvernement garantira l'accès à tous ces services publics, de l'école jusqu'à la tranquillité publique, pour toutes et pour tous, en tout point du territoire, que l'on habite en Seine-Saint-Denis ou dans le Pas-de-Calais, à Marseille ou à La Réunion !

Pour garantir les mêmes droits pour tous, nous lancerons un plan d'investissement massif pour renforcer nos services publics, en revalorisant les métiers : **Nous lancerons un plan de pré recrutement et de formation de 500 000 agents, et nous créerons de nouveaux services publics, pour les personnes âgées, pour la petite enfance ou encore pour la gestion de l'eau.**

L'égalité, c'est aussi celle entre les femmes et les hommes. C'est celle de l'égalité salariale que nous avons toujours défendue.

Mais c'est aussi celle de l'égalité dans la vie de tous les jours, au travail, à la maison, à l'école, sur les terrains de sport...

Nous voulons une France qui s'engage contre toute forme de domination, contre le patriarcat et contre le capital qui l'exacerbe toujours plus.

Ce n'est pas, pour nous, un combat de femmes contre des hommes, mais un combat de toute la société.

Et progressons aussi nous-mêmes dans notre manière de faire de la politique !

Nous avons fait un pas important lors de ce congrès en nous dotant de règles de vie, visant à faire respecter totalement l'égalité des droits et exclure tout comportement sexiste.

Il n'y aura aucune place dans notre parti pour des comportements violents, sexistes ou racistes. Tout propos ou gestes indignes des valeurs de notre parti sont à bannir. Leurs auteurs seront sanctionnés, voire exclus. Aucun adhérent ou candidat ne pourra se présenter aux élections et avoir notre soutien s'il a été sanctionné par la justice pour l'une de ces raisons.

On ne s'autoproclame pas parti féministe. On le devient en se transformant et en commençant d'abord



par respecter les femmes !

La France heureuse, c'est donc l'égalité. L'égalité au cœur de toutes les politiques. Et il n'y a pas d'égalité sans laïcité. Oui, l'heure est venue de réhabiliter l'idéal de laïcité parce qu'il est l'instrument d'une République vivante.

Parce qu'il permet de faire respecter l'universalité des droits humains. Parce qu'il affirme l'égalité de toutes et tous et qu'il refuse toute religion d'État. Oui, je défendrai la laïcité comme la prune de mes yeux !

Et je veux rendre ici hommage à toutes ces femmes qui partout dans le monde portent l'idéal de laïcité. À ces femmes qui, au péril de leur vie, refusent de se soumettre à des dogmes religieux d'un autre temps. Honneur aux valeureuses femmes kurdes qui combattent Daesh et qui risquent leur vie pour défendre nos valeurs. Honneur aux femmes iraniennes qui refusent la soumission aux mollahs. Pensez à elles, pensez à leur courage quand elles brûlent leur voile !

Dans notre République, la laïcité est la condition de notre liberté !

Une France heureuse, c'est enfin une France qui inventera l'écologie heureuse. Le dérèglement climatique est le grand défi de notre temps. Il ne saurait y avoir de bonheur dans une planète en ruine.

Les jours heureux, c'est aussi ce projet permettant de protéger la planète et le vivant, de sortir des énergies carbonées, du gaz, du charbon et du pétrole.

Une France heureuse, c'est un avenir sans pénuries, qui concilie les droits à se chauffer, se loger, se déplacer et se nourrir sans abîmer la planète.

Nous faisons nôtre les objectifs du GIEC et les recommandations des chercheurs, des scientifiques.

Oui, nous devons changer nos modes de productions, de déplacement, de consommation. Et chacun, individuellement, fait déjà beaucoup d'efforts.

Mais comment ne pas éprouver de la colère quand nous réduisons notre consommation d'électricité, mais que nous avons une facture plus élevée !

La révolution écologique impose de se libérer du système libéral. Il faut mettre l'argent, l'argent public, l'argent du capital, au service de cette révolution, avec des règles et des critères définis démocratiquement.

Nous proposons de sortir l'énergie et l'eau des mains des financiers. C'est urgent !

Nous proposons aussi de mobiliser 20 milliards par an pour rénover tous les bâtiments de France et réduire massivement leur consommation d'énergie, avec l'usage de matériaux innovants et respectueux de l'environnement.

Nous proposons enfin d'engager le grand chantier de la mobilité décarbonée, avec un programme massif d'investissement pour le rail, les transports en commun et les voies cyclables.

Et mettre un terme à la privatisation du rail lancé par trop de régions, pour reconstruire une grande entreprise publique, unifiée, la SNCF, libérée de sa dette et capable d'investir avec l'État 100 milliards d'euros en dix ans.

L'écologie heureuse, ce n'est pas l'assignation à résidence, ce n'est pas la « dé-mobilité » vantée par certains. L'écologie heureuse, ce ne sont pas ces ZFE qui demandent toujours aux mêmes de faire des efforts supplémentaires.

Une France libre, une France forte, une France heureuse : voilà ce que nous voulons pour notre pays. Nous voulons réparer la France. Et pour cela, nous n'avons qu'un seul but : faire gagner la France du travail et du progrès social.

Faire que demain la France renoue avec des réformes populaires avec pour ambition de vivre mieux.

Pour cela, nous proposons de construire un nouveau Front populaire.

Construire un front populaire, c'est faire le choix de s'adresser à tous les Français et d'abord à celles et ceux qui doutent, qui cherchent, qui s'abstiennent. À celles et ceux qui manifestent en ce moment contre cette réforme, avec sincérité, avec détermination.



Adressons-nous autant à ces ouvriers et employés qui se sentent méprisés, qu'à ces familles de la classe moyenne qui se font essorer !

Adressons-nous autant à cette France périphérique, à cette France rurale, qu'aux habitants des banlieues qui se sentent toutes et tous abandonnés parce que victimes des mêmes reculs de la République et des mêmes logiques du capital !

Construire un front populaire, c'est construire un programme et dire aux Français : voilà ce que nous mettrons en œuvre demain, pour vous, pour la France, pour l'avenir de nos enfants et de la planète.

C'est ce pacte pour la France que nous proposons. Un pacte que nous voulons sceller avec les Français. Un engagement ferme à améliorer la vie de toutes et de tous, en mettant le travail, l'être humain, la planète au cœur de tous nos choix.

Enfin, construire un front populaire, c'est dire aux

forces de gauche, aux forces de progrès, au monde syndical, aux mouvements associatifs, sociaux : nous sommes disponibles, ouverts, prêt à travailler ensemble.

Mais n'est-ce pas ce que nous faisons déjà, dans de nombreuses villes, dans des métropoles, des départements, des régions ? N'est-ce pas comme cela que nous avons réussi à faire reculer l'extrême droite dans de nombreuses villes ?

Et nous l'avons fait à chaque fois, dans le respect de chacun, sans hégémonie de qui que ce soit.

C'est cela que nous appelons de nos vœux. Allons plus loin que ce que nous avons construit au lendemain de la présidentielle !

Construisons une gauche respectueuse de chacun, bienveillante ! Montrons aux Français que la gauche en France est à leur image, passionnée et passionnante ; qu'elle est diverse mais qu'elle sait se rassembler.

C'est pourquoi nous appelons à aller plus loin que l'union construite au lendemain de la présidentielle. Il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain ! Mais quand même, faut bien changer l'eau de temps en temps !

Dans les semaines qui viennent, je demanderai aux forces de gauche de la Nupes de nous rencontrer, ensemble, pour faire le point de ce que nous avons construit jusqu'à maintenant.

Parallèlement, nous continuerons de discuter avec toutes celles et ceux qui le souhaiteraient. Ce n'est pas à nous de fermer la porte à qui que ce soit.

La porte du Parti communiste français restera tou-



jours ouverte. Vous nous connaissez, vous savez ce que nous défendons, vous savez ce que nous n'accepterons jamais. Nous n'avons qu'un seul objectif : défendre les intérêts de la France, défendre le monde du travail et ne jamais l'extrême droite l'emporter ! Et nous avons une priorité aujourd'hui : gagner cette bataille des retraites ! Gagner tous ensemble, gagner contre ce gouvernement et ouvrir un nouvel espoir

pour la France ! Pour conclure, je souhaiterais lancer un dernier appel. Après le tour de France que je viens de finir, après cette belle campagne présidentielle menée ensemble, et en pleine lutte contre cette réforme des retraites à 64 ans dans laquelle nous sommes pleinement investis, je tiens à dire aux Français qui nous regardent :

il y a dans ce pays une force politique solide, humaine, fraternelle et généreuse dont vous pouvez être fiers : c'est le Parti communiste français. Oui, le Parti communiste français et la France sont intimement liés. Liés par une histoire riche, belle, issue des luttes anticoloniales et des combats pour la paix, des grandes conquêtes sociales à la Résistance, de notre engagement contre le racisme et l'an-

tisémisme au droit de vote des femmes. Notre parti est fort de ces racines, mais aussi de tous ses adhérents, ses élus, ancrés dans tous les territoires. C'est notre force. Nous sommes un parti populaire, avec 42 000 adhérents, 5 000 élus dévoués, des parlementaires au Sénat et à l'Assemblée nationale. C'est une richesse incroyable que beaucoup de partis n'ont pas. Pour conquérir le pouvoir, pour être utiles à la France, nous voulons être pleinement ouverts à la société, être présents partout, dans les entreprises, dans les villages, dans les quartiers, agir au sein des assemblées municipales, dans tous les lieux de décisions.

C'est pourquoi je vous dis : rejoignez le Parti communiste français, ce grand parti qui va œuvrer au rassemblement le plus large pour faire gagner la France du travail et du progrès social, pour faire gagner la paix et faire taire les armes, pour faire gagner partout les valeurs humaines.

Nous lancerons une grande campagne de renforcement et d'adhésion en direction de la jeunesse et du monde du travail. Rejoignez-nous, faisons du PCF le grand parti du monde du travail, de la jeunesse, de la paix, de la fraternité !

Voilà, mes camarades, notre projet. Nous n'avons pas d'autre intérêt que celui de servir la France. J'ai confiance. Parce que j'aime mon pays et que je sais ce dont il est capable.

Vive le Parti communiste français ! Vive la France ! Vive la République ! ✪

